



DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Aron PFAMMATTER, Andreas ZENKLUSEN und Dominic EGGEL, CVPO und Diego CLAUSEN, CSPO

Gegenstand Verlegung der Staatsanwaltschaft von Visp nach Brig - Wann erfolgt die Umsetzung?

Datum 04/09/2020

Nummer 2020.09.243

Aktualität des Ereignisses

Anlässlich der Grossratssession im Dezember 2019 wurde die Gesetzesänderung beschlossen, doch erfolgt keine Inkraftsetzung des Gesetzes durch den Staatsrat. Die Sicherheitslage ist kritisch.

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass der Kanton sich weigert, eine vom Grossrat beschlossene Gesetzesänderung in Kraft zu setzen.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Da die Sicherheitslage bedenklich ist und die Gesetzesrevision vom Parlament bereits im Dezember 2019 beschlossen wurde, ist umgehendes Handeln notwendig.

Anlässlich der Grossratssession im Dezember 2019 hat das Parlament beschlossen, Art. 23 Abs. 2 des Gesetzes über die Rechtspflege zu ändern und die Staatsanwaltschaft Amt der Region Oberwallis von Visp nach Brig zu verlegen. Das Gesetz wurde aber bis anhin nicht in Kraft gesetzt.

Im September 2020 befindet sich die Staatsanwaltschaft Amt der Region Oberwallis weiterhin in Visp und die Sitzverlegung ist noch nicht absehbar. Die Planung ist offenbar im Gange, aber sehr schleppend. Noch immer befinden sich die Büros der Mitarbeiter für Schwarzarbeit in den fraglichen Räumen in Brig und mit dem Umbau für die Staatsanwaltschaft wurde noch nicht einmal begonnen.

Bedenklich ist, dass die Sicherheit der Mitarbeiter am jetzigen Standort in Visp nicht gegeben ist. Es ist insbesondere für die betroffenen Mitarbeiter unverständlich, warum der Umbau in Brig nicht schneller vorangetrieben wird, obwohl dies problemlos möglich wäre. Die Mitarbeiter fühlen sich nicht ernst genommen und machen sich Sorgen um ihre Gesundheit.

Schlussfolgerung

Vor diesem Hintergrund fragen wir den Staatsrat an:

- Warum wurden die Umbauarbeiten in Brig noch nicht einmal begonnen?
- Warum wurde die Sitzverlegung noch nicht vollzogen?
- Warum wurde die Gesetzesänderung nicht in Kraft gesetzt?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Aron PFAMMATTER, Andreas ZENKLUSEN et Dominic EGGEL, CVPO et Diego CLAUSEN, CSPO

Objet Transfert du Ministère public de Viège à Brigue: quand se concrétisera-t-il?

Date 04/09/2020

Numéro 2020.09.243

Actualité de l'événement

La modification de la loi a été décidée lors de la session du Grand Conseil de décembre 2019 et pourtant, aucune mise en vigueur de la loi par le Conseil d'Etat n'a suivi. La situation en termes de sécurité s'avère critique.

Imprévisibilité

Il n'était pas prévisible que le canton refuse de mettre en vigueur une modification législative décidée par le Grand Conseil.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La situation qui prévaut au plan sécuritaire est inquiétante et la révision de la loi par le Parlement a été décidée en décembre 2019 déjà, raisons pour lesquelles un traitement urgent s'avère nécessaire.

Lors de la session du Grand Conseil de décembre 2019, le Parlement a décidé de modifier l'art. 23 al. 2 de la loi sur l'organisation de la Justice et de transférer de Viège à Brigue le siège régional du Ministère public du Haut-Valais. Jusqu'ici toutefois, la loi n'est pas entrée en vigueur.

En septembre 2020, l'office régional du Ministère public pour le Haut-Valais se trouve toujours à Viège, et aucun transfert de siège ne se profile à ce stade. La planification est manifestement en cours, mais les choses n'avancent guère. Les bureaux des collaborateurs en charge du travail au noir occupent toujours les locaux concernés à Brigue, et les transformations en vue d'accueillir le Ministère public n'ont jamais débuté.

Le fait que la sécurité des collaborateurs travaillant actuellement au siège de Viège ne soit pas garantie est inquiétant. Pour les personnes concernées, il est particulièrement difficile à comprendre pourquoi le transfert à Brigue ne s'effectue pas plus rapidement, alors que cela pourrait parfaitement être le cas. Les collaborateurs ne se sentent pas pris au sérieux et s'inquiètent pour leur santé.

Conclusion

Dans ce contexte, nous adressons au Conseil d'Etat les questions suivantes:

- Pourquoi les travaux d'aménagement à Brigue n'ont-ils pas encore commencé?
- Pourquoi le transfert du siège n'a-t-il pas été effectué?

- Pourquoi la modification de la loi n'est-elle pas entrée en vigueur?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Commission SAI par Beat EGGEL, PDCC, Jean-Michel SAVIOZ, PLR et Barbara LANTHEMANN, AdG/LA

Objet Nouvelle stratégie cantonale en matière de santé psychique.

Date 04/09/2020

Numéro 2020.09.228

Actualité de l'événement

Le 30 juin dernier le Conseil d'Etat a communiqué sa stratégie cantonale en matière de santé psychique.

Imprévisibilité

Alors que les travaux et réflexions étaient en cours depuis plusieurs années en collaboration avec différents partenaires concernés, depuis 2018 plus aucune information n'a été donnée et soudain une communication est faite en juin 2020 avec les conclusions et options prises pour le futur.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La communication de la stratégie cantonale en matière de santé psychique en a surpris plus d'un, notamment des institutions ou associations concernées. Il est donc important et urgent d'obtenir certaines réponses, afin que la mise en oeuvre se fasse en concertation et avec l'adhésion des concernés.

Suite à la communication de la nouvelle stratégie cantonale en matière de santé psychique communiquée fin juin par le Conseil d'Etat et aux réactions que celle-ci a suscitées, la commission SAI a souhaité être informée un peu plus en détail.

La commission a donc rencontré la Cheffe du Département, le service de la santé, l'Hôpital du Valais, l'association valaisanne des psychologues et l'association Synapsespoir.

A la suite de cette séance d'information et d'échanges, la Commission a obtenu des informations importantes qui permettent de mieux comprendre les orientations décidées, notamment une meilleure couverture territoriale, le développement de l'ambulatoire et l'évolution du rôle de l'hôpital de Malévoz.

La Commission tient également à relever que la communication dans la phase finale peut être qualifiée de lacunaire. En effet, plusieurs partenaires concernés et associés aux premières réflexions ont pris connaissance des conclusions et du concept au moment de l'information à la presse. Ceci est très dommageable dans l'idée d'une adhésion à cette stratégie de la part des milieux concernés.

Conclusion

En lien avec les informations reçues, la Commission SAI se pose différentes questions qui demandent une clarification avant le début de la mise en oeuvre de la stratégie:

1. Concernant le mandat donné à Beratung & Analysen la commission s'étonne du peu de détails donnés. Il semble que des acteurs directement concernés n'aient pas été intégrés à la réflexion (groupement des psychiatres du Valais par exemple).

- Quels organismes ou institutions ont été consultés ?
- Les personnes du terrain, soit les cadres de l'hôpital et les infirmiers par exemple ont-ils été entendus ?
- Comment les patients ont-ils été intégrés aux réflexions?

2. L'intervention à domicile par des équipes mobiles permet d'évaluer, de repérer ou de stabiliser des situations et d'éviter certaines hospitalisations. Le Département prévoit 68 EPT dans les équipes mobiles bio-psycho-sociales. Les activités des équipes mobiles sont mal financées par la LAMal, l'essentiel des coûts sera à la charge du canton.

- Comment seront financés ces 68 EPT ?

3. La pédopsychiatrie a pris de l'ampleur ces dernières années. En Valais, les pédopsychiatres font cruellement défaut. La prise en charge est particulièrement complexe aux niveaux pédagogique, éducatif, familial et culturel. La combinaison des soins et d'un environnement adapté serait idéal, ce qui ne semble pas être le cas à Sierre.

- Le site de Malévoz qui possède un quartier culturel (avec salle de spectacle, ateliers d'artiste, lieu d'exposition, buvette autogérée), un jardin qui est en train d'être converti en espace culturel et pédagogique, un parc magnifique, une salle de gymnastique, un terrain de tennis ne pourrait-il pas être une alternative pour la prise en charge stationnaire des enfants et adolescents ?
- Que prévoit la nouvelle stratégie pour pallier au manque de pédopsychiatres et d'unités thérapeutiques de jour?

4. La diminution du nombre de lits se justifie par l'évolution de la prise en charge. Une meilleure offre pour des urgences psychiatriques dans des hôpitaux proposant des services d'urgence permet une meilleure proximité et une prise en charge rapide.

- Cependant, que se passera-t-il avec les patients nécessitant une hospitalisation plus longue?
- Seront-ils transférés à Malévoz dont les espaces ouverts sont particulièrement appréciés et importants pour leur traitement?
- Se dirige-t-on vers une prise en milieu fermé impliquant un usage régulier à la contention mécanique?
- Le département a-t-il pris la mesure de ce risque ?

5. Il y a actuellement 30 lits inoccupés à Malévoz, or des patients se sont vus refuser un séjour pour des raisons d'indisponibilité.

- Comment peut-on expliquer cette situation ?

6. Le nouveau rôle de Malévoz devrait intégrer sur son site des structures ou institutions sociales.

- Le Département peut-il être plus précis à ce sujet et expliquer les objectifs de cette évolution?

7. La prise en charge actuelle est souvent limitée à de la médication et les mesures d'insertion sont quasiment inexistantes.

- Qu'est-ce qui est prévu à ce sujet dans la nouvelle stratégie ?
- Est-il imaginable d'organiser une structure qui fasse le pont entre l'hôpital et l'ambulatorio ?
- Pourrait-on allouer plus de moyens à l'hôpital pour une prise en charge pluridisciplinaire ?

8. Les situations psychiatriques sont toujours plus nombreuses dans les EMS.

- Que prévoit la nouvelle stratégie pour renforcer le soutien aux EMS pour les prises en charges psychiatriques?

9. Il n'existe actuellement pas de structure pour les personnes atteintes de troubles du spectre autistique, qui sont toujours plus nombreuses.

- Le Département a-t-il prévu d'offrir une prise en charge dans ce domaine spécifique ?

10. La mise en oeuvre va maintenant commencer progressivement. Derrière cette stratégie il y a des patients et des proches en souffrance, ainsi que des équipes soignantes.

- Le Département prévoit-il d'entendre les partenaires concernés pour les associer et les fédérer autour de cette stratégie ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | Kommission GSI durch Beat EGGEL, PDCC, Jean-Michel SAVIOZ, PLR und Barbara LANTHEMANN, AdG/LA |
| Gegenstand | Neue kantonale Strategie im Bereich psychische Gesundheit |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.228 |

Aktualität des Ereignisses

Am 30. Juni gab der Staatsrat die kantonale Strategie im Bereich psychische Gesundheit bekannt.

Unvorhersehbarkeit

Während die Arbeiten und Überlegungen über mehrere Jahre in Zusammenarbeit mit verschiedenen betroffenen Partnern erfolgt waren, wurde seit 2018 nicht mehr informiert. Im Juni 2020 wurde dann plötzlich eine Strategie mit den Schlussfolgerungen und Plänen für die Zukunft bekanntgegeben.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Bekanntgabe der kantonalen Strategie im Bereich psychische Gesundheit kam äusserst überraschend, insbesondere für die betroffenen Institutionen und Verbände. Deshalb ist es wichtig und dringend, gewisse Antworten zu erhalten, damit die Umsetzung in Absprache mit den Betroffenen und mit deren Unterstützung erfolgen kann.

Infolge der Bekanntgabe der neuen kantonalen Strategie im Bereich psychische Gesundheit Ende Juni durch den Staatsrat und der Reaktionen, die diese ausgelöst hat, wollte die Kommission GSI genauere Informationen erhalten.

Sie hat sich deshalb mit der Departementsvorsteherin, der Dienststelle für Gesundheitswesen, dem Spital Wallis, der Assoziation der Psychologinnen und Psychologen des Wallis und der Vereinigung Synapsespoir getroffen.

Bei dieser Sitzung erhielt die Kommission wichtige Informationen, die es ihr ermöglichten, die beschlossene Ausrichtung besser nachzuvollziehen, insbesondere das Ziel einer besseren geografischen Abdeckung, die Weiterentwicklung des ambulanten Bereichs und den Wandel der Rolle des Spitals Malévoz.

Die Kommission möchte auch hervorheben, dass die Kommunikation in der letzten Phase als lückenhaft bezeichnet werden kann. Mehrere betroffene Partner und an den ersten Überlegungen Beteiligte haben erst durch die Medienmitteilung von den Schlussfolgerungen und dem Konzept Kenntnis erhalten. Das ist eine ungünstige Ausgangslage, um die Unterstützung der betroffenen Kreise zu gewinnen.

Schlussfolgerung

Im Zusammenhang mit den erhaltenen Informationen stellt sich die Kommission GSI verschiedene Fragen, die vor Beginn der Umsetzung der Strategie geklärt werden müssen:

1. Was den Auftrag an Beratung & Analysen anbelangt, ist die Kommission erstaunt, wie wenig Einzelheiten mitgeteilt wurden. Offenbar wurden direkt betroffene Akteure nicht in die Überlegungen einbezogen (zum Beispiel die Vereinigung der Walliser Psychiater-Psychotherapeuten).

- Welche Organismen oder Institutionen wurden konsultiert?
- Wurden Personen aus der Praxis, z. B. leitende Angestellte von Spitälern und Pflegefachkräfte angehört?
- Wie wurden die Patientinnen und Patienten in die Überlegungen einbezogen?

2. Interventionen zu Hause durch mobile Teams ermöglichen es, Situationen zu erkennen oder zu stabilisieren und Hospitalisierungen zu verhindern. Das Departement sieht 68 VZE für mobile bio-psycho-soziale Teams vor. Die Tätigkeiten der mobilen Teams werden durch das KVG kaum gedeckt und fallen in erster Linie zu Lasten des Kantons.

- Wie werden diese 68 VZE finanziert?

3. In den vergangenen Jahren hat die Kinderpsychiatrie an Bedeutung gewonnen. Im Wallis fehlen zahlreiche Kinderpsychiater. Die Betreuung ist in pädagogischer, erzieherischer, familiärer und kultureller Hinsicht besonders komplex. Die Kombination von Betreuung und einem angemessenen Umfeld wäre ideal, was zum Beispiel in Siders nicht gegeben zu sein scheint.

- Könnte der Standort Malévoz, der über einen Kulturbereich (mit Veranstaltungssaal, Künstlerateliers, Ausstellungsraum, selbstverwalteter Buvette), einen Garten, der gerade in einen kulturellen und pädagogischen Bereich umgewandelt wird, einen wunderschönen Park, eine Turnhalle und einen Tennisplatz verfügt, eine Alternative für die stationäre Betreuung von Kindern und Jugendlichen darstellen?
- Was ist in der neuen Strategie vorgesehen, um gegen den Mangel an Kinderpsychiatern und therapeutischen Tagesstrukturen vorzugehen?

4. Die Verringerung der Anzahl Betten wird mit der Entwicklung in der Betreuung begründet. Ein besseres Angebot für Psychiatrienotfälle in Spitälern mit einer Notfallstation ermöglicht eine grössere Nähe und eine rasche Betreuung.

- Was geschieht jedoch mit Patienten, die eine längere Hospitalisierung benötigen?
- Werden sie an den Standort Malévoz überwiesen, dessen Aussenbereiche, die für ihre Behandlung wichtig sind, besonders geschätzt werden?
- Bewegen wir uns auf eine Betreuung in geschlossenen Einrichtungen mit Fixierung zu?
- Hat das Departement dieses Risiko berücksichtigt?

5. Zurzeit gibt es in Malévoz 30 freie Betten – trotzdem wurden Patienten wegen Platzmangel abgewiesen.

- Wie lässt sich diese Situation erklären?

6. Gemäss seiner neuen Rolle müsste Malévoz auch soziale Einrichtungen umfassen.

- Kann das Departement diesbezüglich Genaueres sagen und die Ziele dieser Entwicklung erklären?

7. Die aktuelle Betreuung beschränkt sich oft auf die Medikation; Eingliederungsmassnahmen sind praktisch

inexistent.

- Was ist in der neuen Strategie diesbezüglich vorgesehen?
- Wäre es denkbar, eine Struktur zu schaffen, die den stationären und dem ambulanten Bereich verbindet?
- Könnten dem Spital mehr Mittel für eine bereichsübergreifende Betreuung zur Verfügung gestellt werden?

8. In APH wird immer häufiger psychiatrische Betreuung benötigt.

- Was ist in der neuen Strategie zur Stärkung und Unterstützung der APH im Zusammenhang mit der psychiatrischen Betreuung vorgesehen?

9. Zurzeit gibt es keine Struktur für Personen mit einer autistischen Störung, die immer zahlreicher werden.

- Beabsichtigt das Departement, in diesem spezifischen Bereich eine Betreuung anzubieten?

10. Die Umsetzung wird nun schrittweise beginnen. Hinter dieser Strategie verbergen sich Pflegepersonen sowie leidende Patienten und Angehörige.

- Plant das Departement, die betroffenen Partner anzuhören, um sie für diese Strategie zu gewinnen und sie darin einzubinden?

POSTULAT URGENT

Auteur Eric LATTION, PDCB, Fabien GIRARD, PLR, Nathalie CRETTON, Les Verts et Blaise CARRON, AdG/LA

Objet Non au démantèlement de Malévoz

Date 01/09/2020

Numéro 2020.09.211

Actualité de l'événement

La réorganisation du site de Malévoz a été annoncée par l'Etat du Valais dans le communiqué de presse du 30 juin 2020.

Imprévisibilité

La nouvelle stratégie cantonale en matière de santé psychique a été annoncée par communiqué de presse par le DSSC de manière totalement inattendue, puisque ni la commission SAI, ni les autorités du district de Monthey n'ont été consultés au préalable. Aucune allusion à cette réorganisation n'a été faite lors des sessions parlementaires précédentes.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il s'agit d'une question sanitaire et économique primordiale qui touche l'ensemble du Chablais. Il faut revoir immédiatement la stratégie cantonale en intégrant désormais dans les discussions les représentants politiques communaux et du district.

Nous avons appris avec consternation le 30 juin dernier que la nouvelle stratégie cantonale en matière de santé psychique prévoit de supprimer plus de 100 lits stationnaires à Malévoz sur les 128 actuels, soit 80% des places. Pour le Chablais, cette nouvelle est incompréhensible et révoltante, d'autant plus que Monthey s'est vu récemment amputé de son hôpital de soins aigus et qu'il est déjà le district qui compte le moins d'emplois cantonaux par rapport à sa population.

Sur la forme, nous ne pouvons pas accepter que le projet ait été annoncé de manière unilatérale par le Conseil d'Etat. Ni les autorités communales, ni la commission SAI, ni la commission régionale de santé, ni même le préfet du district n'ont été avertis auparavant. Nous déplorons ce manque de respect envers les institutions politiques de notre région, envers les 300 places de travail que compte actuellement Malévoz, et surtout envers l'art. 6 al 2. de la loi sur la santé qui précise que le Département "exerce ses attributions en collaboration avec les autres départements agissant dans le domaine de la santé et, au besoin, avec le concours des communes, des organisations professionnelles concernées et d'autres organismes et institutions publics ou privés". Cette absence de dialogue est incompréhensible et renforce notre sentiment de district périphérique et exclu des centres de décisions.

Un des arguments principaux de cette réorganisation est qu'aux yeux du Département de la santé, il est impossible de maintenir autant de lits dans une structure qui n'a pas d'encadrement aigu à proximité. Mme Waeber-Kalbermatten avait pourtant clairement rassuré les députés le 15 mai 2018 : "a permanence médicale

du site de Monthey, qui poursuivra son activité après le regroupement des soins aigus au sein du nouvel hôpital de Rennaz, permettra de répondre à la plupart des besoins des patients valaisans hospitalisés à Malévoz et de conserver une porte d'entrée pour les urgences [...]. Par ailleurs, des réflexions sont en cours pour renforcer la prise en charge en partenariat avec d'autres structures de premier recours situées à proximité du site de Malévoz". Nous ne pouvons pas comprendre ce revirement de situation en deux ans. Si la permanence médicale se révèle être insuffisante pour les urgences somatiques de Malévoz, alors elle est également insuffisante pour la population du district et une réorganisation de ce secteur devrait être menée à bien sans délai.

Autre argument avancé par le Département : "Ce lieu comporte un désavantage en termes de proximité et d'accessibilité". Or, contrairement à de nombreux autres établissements hospitaliers, ce lieu se trouve à 10 minutes de la gare CFF et à moins de 5 minutes de deux arrêts AOMC. A nos yeux, cela montre à quel point la région est encore méconnue du Valais central.

Aux yeux des Bas-Valaisans, cette communication maladroite révèle une méconnaissance de l'importance du site de Malévoz pour la région de Monthey. Construite il y a cent ans loin de la capitale, l'institution a réussi au fil des ans à former une communauté thérapeutique fondée sur des valeurs humanistes qui se traduit aujourd'hui par une dizaine de pavillons ouverts, répartis dans un parc de 8 hectares à proximité du centre-ville. Le calme, la nature, les jardins et l'offre socioculturelle en font un lieu de soin quasi unique en Suisse et qui est au coeur du traitement thérapeutique.

Nous comprenons que le transfert d'un certain nombre de lits stationnaires vers une prise en charge ambulatoire au sein des hôpitaux de soins aigus répartis dans le Canton répond à un changement de paradigme en matière de soin psychique. Mais selon nous, le rapport établi par le bureau de conseil B & A qui sert de base à la nouvelle stratégie cantonale ne permet pas de conclure à la nécessité de supprimer autant de lits à Malévoz. Un rapport sur la planification hospitalière présenté en 2014 tirait notamment des conclusions opposées. La création de places ambulatoires n'exclut selon nous pas le maintien d'un site central à Malévoz pour les soins de longue durée.

Le Conseil d'Etat a lancé le projet « Malévoz 2020 » pour palier l'obsolescence des bâtiments et planifier une rénovation nécessaire. De plus, les nombreuses plus-values médicales d'un site unique ne sont pas mentionnées (possibilités « d'appels d'homme » entre unités, partage de connaissances et expériences entre unités, etc...). Il est donc nécessaire de reprendre contact avec les professionnels, les proches des patients et les associations concernées, afin de repenser l'offre de soins et les infrastructures du site tout en conservant l'ensemble des places de travail. La vétusté des lieux ne pourrait en aucun cas être un prétexte pour abandonner le site. Nous ne pouvons accepter que Malévoz devienne une friche hospitalière aux portes de la ville.

Conclusion

Par ce postulat nous demandons au Conseil d'Etat :

1. de suspendre immédiatement la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie cantonale en matière de santé psychique,
2. de reprendre contact avec les experts, les professionnels du terrain, les proches des patients, les associations

concernées et les autorités politiques locales pour redéfinir la mission de Malévoz tout en conservant sa place centrale dans la psychiatrie hospitalière en Valais,

3. d'étudier la rénovation des bâtiments et des infrastructures de Malévoz en relançant le projet « Malévoz 2020 »,

4. de nous garantir le maintien de toutes les places de travail sur le site de Monthey.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | Eric LATTION, PDCB, Fabien GIRARD, PLR, Nathalie CRETTON, Les Verts und Blaise CARRON, AdG/LA |
| Gegenstand | Nein zum Abbau in Malévoz |
| Datum | 01/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.211 |

Aktualität des Ereignisses

Der Staat Wallis hat die Reorganisation des Standorts Malévoz am 30. Juni 2020 in einer Medienmitteilung angekündigt.

Unvorhersehbarkeit

Das Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK) hat die neue kantonale Strategie im Bereich psychische Gesundheit völlig unerwartet in einer Medienmitteilung angekündigt; weder die Kommission GSI noch die Behörden des Bezirks Monthey wurden vorgängig konsultiert. In den letzten Parlamentssessionen war diese Reorganisation kein Thema.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es handelt sich um eine gesundheitliche und wirtschaftliche Frage von grosser Bedeutung, die das ganze Chablais betrifft. Die kantonale Strategie muss sofort unter Einbezug der politischen Vertreter der Gemeinde und des Bezirks überarbeitet werden.

Wir haben am 30. Juni mit Bestürzung erfahren, dass im Rahmen der neuen kantonalen Strategie im Bereich psychische Gesundheit vorgesehen ist, in Malévoz über 100 der 128 stationären Betten zu streichen, das heisst, 80 % der Plätze. Für das Chablais ist diese Nachricht unverständlich und empörend, umso mehr als dass in Monthey bereits kürzlich das Akutspital geschlossen wurde und es sich um den Bezirk mit den wenigstens kantonalen Stellen im Verhältnis zur Bevölkerung handelt.

Es ist zudem nicht hinnehmbar, dass das Projekt einseitig vom Staatsrat angekündigt wurde. Weder die Gemeindebehörden noch die Kommission GSI noch die regionale Gesundheitskommission und nicht einmal der Präfekt des Bezirks wurden vorgängig informiert. Wir bedauern diese mangelnde Achtung vor den politischen Institutionen unserer Region, vor den 300 Arbeitsplätzen in Malévoz und vor allem vor Artikel 6 Absatz 2 des Gesundheitsgesetzes, in dem steht, dass das Departement «seine Aufgaben in Zusammenarbeit mit den übrigen Departementen [ausübt], welche sich mit Fragen des Gesundheitswesens befassen. Falls nötig werden Gemeinden, betroffene Berufsverbände sowie andere öffentliche oder private Organisationen und Institutionen beigezogen». Dieser fehlende Dialog ist unverständlich und verstärkt unser Gefühl, eine Randregion zu sein und von den Entscheidungen ausgeschlossen zu werden.

Eines der Hauptargumente für die Reorganisation gemäss Gesundheitsdepartement ist, dass es unmöglich sei, so viele Betten in einer Struktur beizubehalten, in deren Nähe es keine Akutversorgung gibt. Dabei hatte Esther Waeber-Kalbermatten die Abgeordneten am 15. Mai 2018 noch beruhigt und gesagt, dass die medizinische

Permanenz am Standort Monthey, die ihre Tätigkeit nach der Zusammenlegung der Akutpflege im neuen Spital von Rennaz fortführen werde, die meisten Bedürfnisse der in Malévoz untergebrachten Walliser Patienten abdecken kann und so eine Anlaufstelle für Notfälle bleibe. Ausserdem würden Überlegungen zur Stärkung der Betreuung in Zusammenarbeit mit anderen Strukturen der Erstversorgung in der Nähe des Standorts Malévoz laufen. Wir können diese Kehrtwende innerhalb von zwei Jahren nicht nachvollziehen. Wenn die medizinische Permanenz ungenügend für die somatischen Notfälle von Malévoz ist, dann ist sie auch unzureichend für die Bevölkerung des Bezirks und der Sektor muss unverzüglich reorganisiert werden.

Ein weiteres Argument des Departements lautet, dass der Standort in Sachen Nähe und Erreichbarkeit nachteilig sei. Im Gegensatz zu vielen anderen Spitälern befindet sich dieser aber 10 Minuten vom SBB-Bahnhof und weniger als 5 Minuten von zwei AOMC-Haltestellen entfernt. Dies zeigt unserer Ansicht nach, wie sehr die Region vom Mittelwallis immer noch verkannt wird.

Aus Sicht der Unterwalliser zeugt diese unglückliche Kommunikation davon, dass die Bedeutung des Standorts Malévoz für die Region Monthey falsch beurteilt wird. Die Institution wurde vor 100 Jahren weit weg von der Hauptstadt gebaut und hat es im Laufe der Zeit geschafft, eine therapeutische Gemeinschaft auf humanistischen Werten aufzubauen. Dies zeigt sich heute durch rund zehn offene Pavillons in einem Park von acht Hektar in der Nähe des Stadtzentrums. Durch die Ruhe, die Natur, die Gärten und das soziokulturelle Angebot ist der Ort fast einzigartig in der Schweiz und ist für die therapeutische Behandlung geradezu prädestiniert.

Wir verstehen, dass die Verlagerung einer bestimmten Anzahl stationärer Betten in die ambulante Versorgung innerhalb der Akutspitäler im Kanton einem Paradigmenwechsel in Sachen psychische Pflege entspricht. Aus dem Bericht des Beratungsbüros B & A, welcher der neuen kantonalen Strategie zugrunde liegt, kann unseres Erachtens aber nicht abgeleitet werden, dass in Malévoz so viele Betten gestrichen werden müssen. Ein Bericht über die Spitalplanung aus dem Jahr 2014 kam denn auch zu entgegengesetzten Schlussfolgerungen. Die Schaffung von ambulanten Plätzen schliesst unserer Meinung nach die Beibehaltung eines zentralen Standorts in Malévoz für die Langzeitpflege nicht aus.

Der Staatsrat hat das Projekt «Malévoz 2020» gestartet, um die notwendige Renovierung der veralteten Gebäude zu planen. Zudem werden die zahlreichen medizinischen Vorteile eines einzigen Standorts unterschlagen (Möglichkeit, sich zwischen den Abteilungen gegenseitig auszuhelfen, Wissens- und Erfahrungsaustausch usw.). Es ist notwendig, mit den Fachpersonen, den Angehörigen der Patienten sowie den betroffenen Vereinen Kontakt aufzunehmen, um das Pflegeangebot und die Infrastrukturen des Standorts zu überdenken und gleichzeitig alle Arbeitsplätze zu bewahren. Auf keinen Fall darf der veraltete Zustand der Gebäude als Vorwand für die Aufgabe des Standorts dienen. Wir können nicht akzeptieren, dass Malévoz eine Spitalbrache direkt vor den Toren der Stadt wird.

Schlussfolgerung

Mit diesem Postulat fordern wir vom Staatsrat Folgendes:

1. die Umsetzung der neuen kantonalen Strategie im Bereich psychische Gesundheit sofort auszusetzen,
2. mit den Experten, Fachpersonen vor Ort, den Angehörigen der Patienten, den betroffenen Vereinen und den

- lokalen politischen Behörden Kontakt aufzunehmen, um die Aufgaben von Malévoz neu festzulegen und gleichzeitig seine wichtige Rolle für die Spitalpsychiatrie im Wallis zu bewahren,
3. die Renovierung der Gebäude und der Infrastrukturen von Malévoz zu planen und dazu das Projekt «Malévoz 2020» wieder zu beleben,
 4. zu gewährleisten, dass alle Arbeitsplätze am Standort in Monthey bewahrt werden.

POSTULAT URGENT

| | |
|---------------|---|
| Auteur | Fabien GIRARD, PLR, Eric LATTION, PDCB, Pierre CONTAT, UDC et Blaise CARRON, AdG/LA |
| Objet | Intégrer le « cadre non-spécifique » dans la planification hospitalière, particulièrement pour la santé psychique |
| Date | 03/09/2020 |
| Numéro | 2020.09.215 |

Actualité de l'événement

La direction de l'Hôpital du Valais, à la suite de l'annonce du départ à la retraite du responsable des serres et des jardins, souhaite réorganiser cette fonction en une simple fonction « d'entretien », qui exclut complètement les dimensions thérapeutiques et intégratives de ces serres.

Imprévisibilité

Le poste de responsable des serres et jardins de Malévoz est sujet à une restructuration dont les nominations sont imminentes et qui n'était pas prévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La présence et le maintien des serres et jardins de l'Hôpital de Malévoz sont essentiels à la guérison et des patients et à leur bonne intégration avec la population locale. La notion de « cadre spécifique » doit impérativement être prise au sérieux.

L'Hôpital de Malévoz est un établissement de soins psychiatriques qui accueille toutes les personnes, adultes et âgées, souffrant de troubles psychiques. Il est un lieu de soins ouvert qui respecte les droits, la liberté et la dignité des patients. Sa philosophie des soins sollicite et encourage le plus possible l'alliance thérapeutique nécessaire au développement et à l'entretien d'une relation de confiance, essentielle aux soins et aux traitements.

Ce programme regroupe des activités thérapeutiques, proposées par l'équipe soignante, ainsi qu'un cadre de vie favorable au rétablissement. Dans plusieurs entretiens, le Dr. Bonvin précise que « il [le cadre non-spécifique] répond à 50% des besoins ». Ce cadre est défini par l'environnement (jardins, serres, proximité de la ville), les activités proposées par le service socio-culturel, la buvette, les serres, et la possibilité de simplement donner un coup de main et vivre « normalement ». Tous ces éléments sont appelés à créer un climat de respect et de confiance, aussi bien à l'égard des patients que de leurs proches.

Maillon clé dans cet équilibre : les jardins et les serres. Aujourd'hui ils sont primordiaux à plusieurs titres : ils offrent aux patients un climat favorable à l'amélioration de leur état de santé, et ils créent un lien d'intégration naturel avec le personnel, la famille des patients et la population locale. La direction de HVS, suite à l'annonce du départ à la retraite du responsable des serres et des jardins, souhaite réorganiser cette fonction en une simple fonction « d'entretien » qui exclut complètement la dimension thérapeutique et d'intégration de ces serres et de ces jardins.

Conclusion

Par la présente nous demandons au Conseil d'Etat d'évaluer clairement la notion de « cadre non-spécifique » et de l'intégrer dans la planification hospitalière, particulièrement pour les maladies psychiques.

Le service socio-culturel, les serres et jardins, la proximité de la ville et de nombreux autres éléments sont pour Malévoz des atouts majeurs dans l'amélioration de l'état de santé des patients. Il est primordial d'affirmer ce cadre comme complément indispensable au volet médical.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|--|
| Urheber | Fabien GIRARD, PLR, Eric LATTION, PDCB, Pierre CONTAT, UDC und Blaise CARRON, AdG/LA |
| Gegenstand | Die begleitenden Massnahmen in die Spitalplanung aufnehmen, insbesondere im Bereich der psychischen Gesundheit |
| Datum | 03/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.215 |

Aktualität des Ereignisses

Die Leitung des Spital Wallis möchte die Funktion des Verantwortlichen für die Gewächshäuser und Gärten nach dessen Pensionierung in eine einfache «Unterhaltungsfunktion» umwandeln, wodurch die therapeutische und integrative Dimension der Gewächshäuser völlig verschwindet.

Unvorhersehbarkeit

Die Stelle des Verantwortlichen für die Gewächshäuser und Gärten in Malévoz wird umstrukturiert, die Neubesetzung steht unmittelbar bevor und war nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Gewächshäuser und Gärten des Spitals Malévoz sind grundlegend für die Genesung der Patienten und ihre Integration in die lokale Bevölkerung. Das Konzept der begleitenden Massnahmen muss ernst genommen werden.

Das Spital Malévoz ist eine psychiatrische Einrichtung für Erwachsene mit psychischen Störungen. Es handelt sich um eine offene Gesundheitseinrichtung, welche die Rechte, Freiheit und Würde der Patienten achtet. Sie verfolgt das Ziel einer therapeutischen Allianz, um ein Vertrauensverhältnis herzustellen und zu pflegen, was Voraussetzung für die Betreuung und Behandlung ist.

Das Programm umfasst therapeutische Tätigkeiten durch das Pflgeteam sowie ein Umfeld, das sich günstig auf die Erholung auswirkt. In mehreren Gesprächen hat Dr. Bonvin ausgeführt, dass die begleitenden Massnahmen 50 % der Bedürfnisse abdecken. Dazu gehören die Umgebung (Gärten, Gewächshäuser, Stadtnähe), die vom soziokulturellen Team angebotenen Aktivitäten, die Buvette und die Möglichkeit, einfach helfen und «normal» leben zu können. All diese Elemente dienen dazu, ein Klima des Respekts und des Vertrauens zu schaffen, sowohl gegenüber den Patienten als auch gegenüber ihren Angehörigen.

Zentrales Element dafür: die Gewächshäuser und Gärten. Heute sind diese in verschiedener Hinsicht äusserst wichtig: Sie bieten den Patienten eine für die Verbesserung ihres Gesundheitszustandes geeignete Umgebung und schaffen eine natürliche Beziehungsgrundlage mit dem Personal, ihren Familien und der lokalen Bevölkerung. Die Leitung des HVS möchte die Funktion des Verantwortlichen für die Gewächshäuser und Gärten nach dessen Pensionierung in eine einfache «Unterhaltungsfunktion» umwandeln, wodurch die therapeutische und integrative Dimension der Gewächshäuser und Gärten völlig verschwindet.

Schlussfolgerung

Mit dem vorliegenden Postulat fordern wir den Staatsrat auf, das Konzept der begleitenden Massnahmen zu beurteilen und in die Spitalplanung aufzunehmen, insbesondere für psychische Erkrankungen.

Das soziokulturelle Team, die Gewächshäuser und Gärten, die Stadtnähe und zahlreiche weitere Elemente sind für Malévoz wichtige Vorzüge, um den Gesundheitszustand der Patienten zu verbessern. Es ist wichtig, diesen Rahmen zusätzlich zum medizinischen Teil als unabdingbar festzuhalten.

POSTULAT URGENT

Auteur Laurent REY et Françoise METRAILLER, PDCB, Nicole CARRUPT, PLR et Marie-Paul BENDER, AdG/LA

Objet Nouvelle orientation de l'hôpital de Malévoz : une réflexion supplémentaire est nécessaire

Date 04/09/2020

Numéro 2020.09.235

Actualité de l'événement

La stratégie cantonale en matière de santé psychique a été annoncée par voie de presse le 30 juin dernier, et le Grand Conseil n'a pas siégé depuis.

Imprévisibilité

Jusqu'à l'annonce à la presse du 30 juin dernier, aucune information concernant la stratégie cantonale en matière de santé psychique, en particulier concernant le volet hospitalier de cette prise en charge, n'avait été donnée.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Un tel changement de la prise en charge hospitalière psychiatrique nécessite une réaction rapide sur le plan politique.

Le 30 juin dernier, le Conseil d'Etat annonce par communiqué de presse que l'Etat du Valais se dote d'une stratégie cantonale en matière de santé psychique. Si cette nouvelle est réjouissante, la première étape consistant à réorganiser la psychiatrie hospitalière l'est beaucoup moins, puisqu'elle annonce le démantèlement de l'hôpital psychiatrique de Malévoz, avec le projet de délocaliser 2 services de psychiatrie adulte, d'une trentaine de lits chacun, dans les hôpitaux de Sion et Martigny.

Il est indéniable que tout comme en médecine somatique, la psychiatrie a amorcé depuis plusieurs années un virage vers l'ambulatoire nécessitant une diminution du nombre de lits hospitaliers et une nette augmentation des structures de prise en charge ambulatoire proches de la population, ce qui est prévu dans la stratégie cantonale en matière de santé psychique et que nous approuvons. Il nous semble par contre beaucoup plus discutable de délocaliser 2 services de psychiatrie adulte de Malévoz vers les hôpitaux somatiques de Martigny et Sion. En effet, maintenir les services d'un hôpital psychiatrique sur un seul site permet de concentrer un pool de spécialistes en santé psychique, que ce soient des médecins et des infirmières en psychiatrie, mais aussi des physiothérapeutes, des ergothérapeutes spécialisées ou des assistants sociaux, palette de professionnels qu'il ne serait pas possible d'offrir avec la même présence sur un hôpital multi-site. En outre, l'activité d'enseignement, importante sur le site de Malévoz, serait rendue plus compliquée dans une structure multi-site. Enfin, le site hospitalier actuel, composé de pavillons répartis dans un écrin de verdure, source de sérénité et de calme, si importants pour les personnes hospitalisées en raison d'une décompensation psychique, apporte une plus-value indéniable à la prise en charge, ce qu'un service, intégré dans un hôpital somatique, ne pourra pas offrir. Il est par contre évident qu'une réduction du nombre de lits hospitaliers s'impose, et nous saluons le projet d'accueillir sur le site une nouvelle institution sociale pour personnes atteintes d'une maladie psychique chronique.

Nous nous interrogeons sur le poids qu'a pesé dans la balance de cette orientation stratégique le fait que la rénovation du site de Malévoz aurait été estimé à 50 millions de francs en 2018 par un bureau d'architectes. Ce montant nous semble pourtant bien modeste compte tenu du fait qu'il n'y a plus eu de rénovation sur ce site depuis plus de 40 ans et que, entre le budget ordinaire et les projets stratégiques, l'hôpital du Valais prévoit d'investir environ 835 millions de francs sur la période 2015-2030.

Présenté comme une évidence, cette intégration de services psychiatriques dans des hôpitaux somatiques ne semble pourtant pas faire l'unanimité en Suisse romande puisque, par exemple, le canton de Vaud vient d'inaugurer le nouvel hôpital psychiatrique de Cery, situé à Prilly, bien loin du CHUV qui se trouve au sommet de la ville de Lausanne, ce qui ne semble pas poser de problème dans la prise en charge des patients.

Il nous paraît important qu'un complément d'expertise au rapport plutôt succinct du bureau B&A, soit 5 pages, sur lequel s'appuie le Département pour justifier sa stratégie cantonale en matière de santé psychique, soit réalisé, avant d'amorcer un tel virage stratégique. Il s'agit en effet d'un virage à 180° de tout ce qui avait été planifié jusqu'ici pour l'hôpital de Malévoz, comme l'atteste le rapport du conseil d'Etat sur sa politique sanitaire en 2019 présenté durant cette session, rapport qui nous informe qu'un montant de 100 millions était réservé pour des études et des travaux prévus sur plusieurs sites de l'hôpital du Valais, dont Malévoz.

Conclusion

Pour toutes les raisons évoquées plus haut, les auteurs du postulat demandent au Conseil d'Etat :

- De reconsidérer la partie de sa nouvelle stratégie cantonale en matière de santé psychique concernant la délocalisation de deux unités de psychiatrie adulte dans des hôpitaux somatiques en demandant, en complément au rapport de B&A, une analyse de la question auprès d'experts reconnus en la matière
- Que l'hôpital du Valais, propriété de l'Etat, continue d'intégrer dans le budget de ses projets stratégiques, la rénovation du site de Malévoz en tenant compte de la diminution programmée du nombre de lits
- De commencer sans attendre le processus d'installation d'une nouvelle institution sociale pour personnes atteintes d'une maladie psychique chronique sur le site de Malévoz.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | Laurent REY und Francoise METRAILLER, PDCB, Nicole CARRUPT, PLR und Marie-Paul BENDER, AdG/LA |
| Gegenstand | Neuausrichtung des Spitals Malévoz: Zusätzliche Überlegungen sind nötig |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.235 |

Aktualität des Ereignisses

Die kantonale Strategie im Bereich Psychische Gesundheit wurde am vergangenen 30. Juni über die Medien angekündigt und der Grosse Rat hat seither nicht mehr getagt.

Unvorhersehbarkeit

Bis zur Ankündigung in den Medien am vergangen 30. Juni tappten wir in Sachen kantonale Strategie im Bereich Psychische Gesundheit im Dunkeln, insbesondere was die stationäre Versorgung anbelangt.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Eine solche Kehrtwende im Bereich der stationären psychiatrischen Versorgung bedingt eine rasche Reaktion auf politischer Ebene.

Am vergangenen 30. Juni kündigte der Staatsrat per Medienmitteilung an, dass der Staat Wallis eine kantonale Strategie im Bereich Psychische Gesundheit verabschiedet habe. Diese Nachricht ist erfreulich. Weniger erfreulich ist hingegen die erste Etappe, die in der Reorganisation der stationären Psychiatrie besteht. Diese Etappe sieht denn auch die Verlegung von zwei Erwachsenenpsychiatrie-Abteilungen mit je rund 30 Betten nach Sitten und Martigny vor und zwar auf Kosten des Psychiatriespitals Malévoz.

Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass in der Psychiatrie, wie auch in der somatischen Medizin, seit einigen Jahren ein Trend in Richtung ambulante Versorgung besteht, was eine Reduktion der Spitalbetten und einen deutlichen Ausbau der patientennahen ambulanten Versorgungsstrukturen erfordert. Dies ist denn auch in der kantonalen Strategie im Bereich Psychische Gesundheit vorgesehen und kann nur begrüsst werden. Hingegen scheint uns die Verlegung von zwei Erwachsenenpsychiatrie-Abteilungen von Malévoz nach Martigny und Sitten deutlich fragwürdiger. Die Beibehaltung der Abteilungen eines Psychiatriespitals an einem einzigen Standort ermöglicht es denn auch, einen Pool an Fachleuten im Bereich der psychischen Gesundheit aufzubauen (Ärzte und Pflegefachpersonen, aber auch Physiotherapeuten, spezialisierte Ergotherapeuten und Sozialarbeiter), was bei einer Verteilung auf mehrere Spitalstandorte nicht im selben Ausmass möglich ist. Überdies würde die umfangreiche Lehrtätigkeit am Standort Malévoz durch eine Struktur mit mehreren Standorten verkompliziert. Der gegenwärtige Spitalstandort besteht aus Pavillons inmitten einer grünen Oase und bietet den infolge eines psychischen Zusammenbruchs hospitalisierten Personen die nötige Ruhe und Harmonie – ein unbestreitbares Plus für die Betreuung, das eine in ein somatisches Akutspital integrierte Abteilung nicht bieten kann. Hingegen ist es offensichtlich, dass sich eine Reduktion der Spitalbetten aufdrängt. Wir begrüssen auch das Vorhaben, am Standort Malévoz eine neue soziale Institution für Menschen mit einer chronischen psychischen Erkrankung anzusiedeln.

2018 hat ein Architekturbüro die Renovierung des Standorts Malévoz mit 50 Millionen Franken veranschlagt. Wir fragen uns, welchen Einfluss diese Tatsache auf die strategische Ausrichtung hatte. Dabei scheint uns dieser Betrag sehr bescheiden, wenn man bedenkt, dass dieser Standort seit über 40 Jahren nicht mehr renoviert wurde und das Spital Wallis im Zeitraum 2015–2030 Investitionen von rund 835 Millionen Franken plant (ordentliches Budget und strategische Projekte).

Diese als eine Selbstverständlichkeit präsentierte Integration von Psychiatrieabteilungen in somatische Akutspitäler scheint in der Westschweiz nicht unumstritten zu sein. So hat beispielsweise der Kanton Waadt unlängst das neue Psychiatriespital Cery in Prilly eingeweiht – weit weg vom CHUV in Lausanne, was allerdings in Sachen Patientenversorgung keine Probleme zu bereiten scheint.

Bevor diese strategische Neuausrichtung vollzogen wird, braucht es unserer Meinung nach eine ergänzende Studie zum eher knappen Bericht des Beratungsbüros B&A (5 Seiten), auf den sich das Departement stützt, um seine kantonale Strategie im Bereich Psychische Gesundheit zu rechtfertigen. Es handelt sich denn auch um eine komplette Kehrtwende im Vergleich zu dem, was bislang für das Spital Malévoz vorgesehen war. Dies wird auch durch den Bericht des Staatsrates zur Gesundheitspolitik 2019 bestätigt, der dem Grossen Rat in dieser Session vorgelegt wird und der besagt, dass 100 Millionen Franken für Studien und geplante Arbeiten an den verschiedenen Standorten des Spital Wallis, darunter Malévoz, vorgesehen wurden.

Schlussfolgerung

Aus all den oben aufgeführten Gründen fordern wir den Staatsrat auf:

- den Teil seiner neuen kantonalen Strategie im Bereich Psychische Gesundheit zu überdenken, der die Verlegung von zwei Erwachsenenpsychiatrie-Abteilungen in somatische Akutspitäler betrifft, und ergänzend zum Bericht des Beratungsbüros B&A auf diesem Gebiet anerkannte Experten mit der Analyse dieser Frage zu beauftragen;
- dass das sich in Staatsbesitz befindliche Spital Wallis im Budget seiner strategischen Projekte weiterhin die Renovierung des Standorts Malévoz vorsieht und dabei die vorgesehene Bettenreduktion berücksichtigt;
- unverzüglich die Ansiedlung einer neuen sozialen Institution für Menschen mit einer chronischen psychischen Erkrankung am Standort Malévoz in die Wege zu leiten.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur UDC, par Gregory LOGEAN
Objet EMS Les Sources : quid de la mise en oeuvre des recommandations de la COGEST ?
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.217

Actualité de l'événement

Les accusations de maltraitance formulées à l'encontre de l'EMS Les Sources ont fait l'effet d'une onde de choc et sont au centre de l'actualité.

Imprévisibilité

Les accusations ont été communiquées par la presse à la mi-août. Elles n'étaient pas prévisibles.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Au regard de l'onde de choc créée par cette affaire, il y a une nécessité de s'assurer que le DSSC, respectivement le Conseil d'Etat, a pris et prendra toutes les mesures utiles afin de garantir la sécurité ainsi que la dignité des pensionnaires.

A Saxon, les accusations de maltraitance formulées à l'encontre de l'EMS Les Sources ont fait l'effet d'une onde de choc. Des images de seniors souffrant d'hématomes, un homme baignant dans son sang, des pensionnaires livrés à eux-mêmes et dans l'attente d'un suivi à leurs appels au secours : c'est le portrait de l'EMS Les Sources de Saxon par l'émission «Mise au point» de la RTS du 16 août dernier.

Cette nouvelle affaire n'est pas sans nous rappeler celle qui avait frappé le home Saint-Sylve à Vex. L'établissement avait été secoué par une dénonciation pénale, une enquête de police et des licenciements durant le deuxième semestre 2014. Or, 6 ans après les faits, l'enquête pénale est toujours en cours. Dans le Nouvelliste du 14 mars 2015, le procureur général Nicolas Dubuis déclarait pourtant : « Notre souhait est que cette affaire soit réglée au plus vite », et dans le Nouvelliste du 27 mai 2016 il affirmait que « l'enquête est à bout touchant ».

Pour rappel, donnant suite à une motion des députés Grégory Logean (UDC), Anne-Marie Sauthier Luyet (PLR) et Fabien Schafeitel (PDC), la Commission de gestion du Grand Conseil (Cogest) a publié en mai 2016 son rapport sur la manière dont les services de l'Etat ont traité les problèmes de maltraitance.

La Cogest avait alors mis en évidence plusieurs problèmes. Le principal était lié à la réactivité du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC). « Ils ont attendu la descente de police qui a eu lieu le 9 septembre pour prendre le dossier en main alors que le département était au courant des faits dès le 28 juillet. Cela représente un mois et demi de délai. Une action plus rapide aurait sans doute limité les cas de maltraitance », relevait alors Urs Kuonen, président de la Cogest au moment de la présentation du rapport dans le Nouvelliste du 27 mai 2016.

Dans ses recommandations, la COGEST avait notamment demandé la mise en place d'une procédure en faveur des lanceurs d'alerte et d'une plate-forme anonymisée pour permettre de signaler des maltraitances ou autres comportements inadéquats en lien avec le personnel soignant en EMS ou à domicile.

Lien vers le rapport de la COGEST :

https://parlement.vs.ch/common/idata/parlement/vos/docs/2016/05/2016.06_Home%20St-Sylve%20Vex_RAPP_COM.pdf

Conclusion

Dès lors, le groupe UDC demande au Conseil d'Etat de répondre de manière exhaustive aux questions suivantes :

- Dans son rapport de 2016, la COGEST demandait qu'« à l'avenir, si des faits graves sont portés à sa connaissance, il est demandé au DSSC d'agir efficacement afin de préserver la sécurité des patients tout en garantissant la confidentialité des lanceurs d'alerte. » Quelles démarches efficaces le DSSC a-t-il entrepris dans le cadre de l'EMS Les Sources ?
- Autre recommandation dudit rapport : « Le DSSC est invité à édicter de nouvelles directives pour les homes exigeant certificat de bonnes moeurs et extrait du casier judiciaire lors de tout engagement de personnel. Un curriculum vitae comprenant les références professionnelles de l'employé devrait également être fourni. » Qu'en est-il de la mise en oeuvre concrète de cette demande de la COGEST ?
- La COGEST écrivait que « de nouvelles directives doivent également être édictées afin que les comités d'association, conseils de fondation ou autres instances dirigeantes des homes puissent formaliser des entretiens avec des soignants. Il convient d'éviter que le directeur de l'établissement soit l'unique interlocuteur des comités décisionnels. » Ces nouvelles directives ont-elles été édictées et, cas échéant, sous quelle forme et quand ?
- La dotation en personnel affecté à la surveillance des EMS est-elle suffisante ?
- Qu'en est-il de la mise en place de la procédure en faveur des lanceurs d'alerte ?
- Qu'en est-il de la mise en oeuvre de la plate-forme anonymisée pour permettre de signaler des maltraitances ou autres comportements inadéquats ?
- Qu'en est-il de l'enquête pénale qui a débuté en 2014 pour l'affaire du home Saint-Sylve de Vex ? En 2016, le procureur général Nicolas Dubuis affirmait pourtant que l'enquête était « à bout touchant ». Dès lors, comment justifie-t-il ce retard et n'y a-t-il pas un risque de prescription de certains faits ? Le Conseil d'Etat entend-il inviter le Ministère public à mener à terme l'enquête pénale y relative ou restera-t-il totalement passif ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber UDC, durch Gregory LOGEAN
Gegenstand APH «Les Sources»: Wie steht es mit der Umsetzung der Empfehlungen der GPK?
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.217

Aktualität des Ereignisses

Die Anschuldigungen betreffend Misshandlungen im APH «Les Sources» haben eine Schockwelle ausgelöst und sind brandaktuell.

Unvorhersehbarkeit

Die Anschuldigungen wurden von der Presse Mitte August veröffentlicht. Sie waren nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

In Anbetracht der durch diese Angelegenheit ausgelösten Schockwelle ist es notwendig sicherzustellen, dass das Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK), respektive der Staatsrat, alle notwendigen Massnahmen ergriffen hat und ergreifen wird, um die Sicherheit und die Würde der Heimbewohnerinnen und -bewohner zu gewährleisten.

Die Anschuldigungen betreffend Misshandlungen im APH «Les Sources» haben in Saxon eine Schockwelle ausgelöst. Bilder von Senioren mit Blutergüssen, ein Mann in seinem Blut, sich selbst überlassene Heimbewohner, die auf eine Reaktion auf ihre Hilferufe warten: Das ist das Porträt des APH «Les Sources» in Saxon in der Sendung «Mise au point» des Westschweizer Fernsehens RTS vom 16. August.

Das erinnert uns natürlich an die Affäre um das Heim Saint-Sylve in Vex. Diese Einrichtung wurde im zweiten Halbjahr 2014 durch eine Strafanzeige, eine Polizeiermittlung und Kündigungen erschüttert. Sechs Jahre später läuft die Strafuntersuchung immer noch, obwohl der Generalstaatsanwalt Nicolas Dubuis im Nouvelliste am 14. März 2015 erklärt hatte: «Wir möchten, dass diese Affäre so schnell wie möglich geklärt wird» und im Nouvelliste vom 27. Mai 2016 war zu lesen, dass die «Untersuchung kurz vor dem Abschluss steht».

Zur Erinnerung: In Erfüllung der Motion der Abgeordneten Grégory Logean (UDC), Anne-Marie Sauthier Luyet (PLR) und Fabien Schafteitel (PDC) hat die Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates (GPK) im Mai 2016 einen Bericht darüber veröffentlicht, wie die Dienststellen des Staates mit Misshandlungsfällen umgingen.

Die GPK hatte mehrere Probleme hervorgehoben. Das wichtigste Problem stand im Zusammenhang mit der Reaktionsgeschwindigkeit des Departements für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK). «Sie haben den Polizeieinsatz vom 9. September abgewartet, um sich mit dem Dossier zu befassen, obwohl das Departement seit dem 28. Juli Bescheid wusste. Das sind eineinhalb Monate Verzögerung. Ein rascheres Eingreifen hätte das Ausmass der Misshandlungsfälle wahrscheinlich einschränken können», stellte Urs Kuonen, GPK-Präsident, bei der Präsentation des Berichts im Nouvelliste am 27. Mai 2016 fest.

In den Empfehlungen hatte die GPK insbesondere gefordert, eine Vorgehensweise zugunsten von Informanten festzulegen und eine anonymisierte Plattform zu schaffen, damit Misshandlungen oder andere unangemessene Verhaltensweisen betreffend das Pflegepersonal in APHs oder in der häuslichen Pflege offenbart werden können.

Link zum GPK-Bericht:

https://parlement.vs.ch/common/idata/parlement/vos/docs/2016/05/2016.06_Heim%20St-Sylve%20Vex_BER_KOM.pdf

Schlussfolgerung

Die UDC-Fraktion verlangt vom Staatsrat ausführliche Antworten auf folgende Fragen:

- Im Bericht von 2016 verlangte die GPK Folgendes: «Falls das DGSK künftig Kenntnis von gravierenden Vorfällen erlangt, sollte es effizient vorgehen, um die Sicherheit der Heimbewohner und -bewohnerinnen zu gewährleisten, dabei aber den Anzeigerstattem Vertraulichkeit zusichern.» Was hat das DGSK im Zusammenhang mit dem APH «Les Sources» unternommen?

- Eine weitere Empfehlung aus dem genannten Bericht: «Das DGSK wird aufgefordert, neue Richtlinien für Alten- und Pflegeheime herauszugeben, die für jede Einstellung von Personal ein amtliches Leumundszeugnis und ein Strafregisterauszug vorschreiben. Ebenfalls beizubringen ist ein Lebenslauf mit fachlichen Referenzen des Arbeitnehmers.» Wie steht es um die konkrete Umsetzung dieser Forderung der GPK?

- Die GPK schrieb auch: «Neue Richtlinien sind auch erforderlich, um den Verbandsvorständen, Stiftungsräten und sonstigen Leitungsgremien von Alten- und Pflegeheimen eine formale Grundlage für ihr Verhältnis zum Pflegepersonal zu verschaffen. Es muss vermieden werden, dass die Heimleitung einziger Ansprechpartner für die Entscheidungsträger ist.» Wurden neue Richtlinien erarbeitet und wenn ja, in welcher Form und wann?

- Ist der Personalbestand für die Kontrolle der APH ausreichend?

- Wie steht es um die Umsetzung der Verfahren zugunsten von Informanten?

- Was ist der Stand betreffend die Umsetzung der anonymisierten Plattform, damit Misshandlungen oder andere unangemessene Verhaltensweisen gemeldet werden können?

- Was ist der Stand der Strafuntersuchung um die Affäre des Heims Saint-Sylve in Vex, die 2014 begann? 2016 bestätigte der Generalstaatsanwalt Nicolas Dubuis, dass die Untersuchung kurz vor dem Abschluss stehe. Wie rechtfertigt er diese Verzögerung? Besteht nicht die Gefahr, dass gewisse Taten verjähren? Beabsichtigt der Staatsrat, die Staatsanwaltschaft aufzufordern, die Strafuntersuchung abzuschliessen, oder bleibt er diesbezüglich völlig passiv?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Barbara LANTHEMANN
Objet Quid des contrôles inopinés ?
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.230

Actualité de l'événement

Affaire le Home des Sources, Saxon

Imprévisibilité

L'affaire est sortie via la presse.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La pratique des contrôles doit être revue de toute urgence

La récente affaire qui secoue le Home des Sources à Saxon et, je l'espère, nos consciences, démontre à quel point le rôle des services de l'État est essentiel pour assurer un contrôle efficace et crédible au sein des institutions de santé de notre Canton.

A la suite de plusieurs courriers adressés au service de la protection des travailleurs, le service en question a organisé une visite de contrôle auprès de l'institution concernée. En avertissant, au préalable, l'institution de sa visite.

Dans ses différents courriers, il a également été fait mention de maltraitance à l'égard de résident-e-s du home. Là aussi, le service en charge, de la santé donc, a procédé à une visite initialement annoncée.

Dans une interview accordée au Nouvelliste en novembre 2019, le chef de service M. Victor Fournier l'explique clairement. « Les contrôles effectués par l'Etat ne sont cependant jamais inopinés. Tous sont annoncés au home visé. «Mais parfois, nous les avertissons seulement deux jours avant... Les EMS sont responsables des soins qu'ils prodiguent et il n'est pas possible que nos deux infirmières contrôlent la prise en charge de 3000 résidents».

Nous sommes donc face à un manque de ressources pour assurer le bien-être, voire la bientraitance de nos personnes âgées ! Cette réponse, au vu des événements récents, est indécente, inappropriée voire scandaleuse !

Conclusion

1. Le service de la santé et le service de la protection des travailleurs, ont comme rôle d'assurer la qualité des soins aux résident-e-s et le respect des conditions de travail des employé-e-s des institutions. Comment peut-on garantir des contrôles efficaces si ceux-ci sont annoncés à l'avance ? Le Département envisage-t-il de modifier cette pratique ?

2. A la suite de plusieurs cas de maltraitements dans des institutions du Canton, le Département de la santé et de l'action sociale du Canton de Vaud a mis en place le CIVESS, chargé d'effectuer des inspections dans les

établissements sanitaires et sociaux qui ont une autorisation d'exploiter délivrée par le DSAS. Dans les principes de ces inspections, il est clairement indiqué que le CIVESS procède à des contrôles inopinés. Le Département de la santé envisage-t-il de mettre en place un service identique, et de fait, de se donner les moyens d'assurer la sécurité et la qualité des prestations délivrées aux personnes accompagnées dans les établissements de soins de notre Canton ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber AdG/LA, durch Barbara LANTHEMANN
Gegenstand Was ist mit unangemeldeten Kontrollen?
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.230

Aktualität des Ereignisses

Affäre um das Alters- und Pflegeheim «Les Sources», Saxon

Unvorhersehbarkeit

Die Affäre ist über die Medien an die Öffentlichkeit gelangt.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Kontrollpraxis muss dringend überdacht werden.

Die jüngste Affäre, die das Alters- und Pflegeheim (APH) «Les Sources» in Saxon und hoffentlich unser aller Gewissen erschüttert, zeigt, wie wichtig die Rolle der Dienststellen des Kantons mit Blick auf eine effiziente und glaubwürdige Kontrolle der Gesundheitseinrichtungen in unserem Kanton ist.

Nachdem die Dienststelle für Arbeitnehmerschutz mehrere Schreiben erhalten hat, organisierte sie einen Kontrollbesuch beim entsprechenden APH. Ihren Besuch hat sie vorher angekündigt.

In den verschiedenen Schreiben wurden auch Misshandlungen gegenüber den Bewohnerinnen und Bewohnern des Heims erwähnt. Die Dienststelle für Gesundheit, die zuständig ist, hat ebenfalls einen angekündigten Besuch vorgenommen. In einem Interview mit dem «Nouvelliste» im November 2019 hat der Dienstchef Victor Fournier dies deutlich erklärt: «Vom Staat durchgeführte Kontrollen sind nie unangemeldet. Das Heim wird immer informiert. Manchmal künden wir uns aber nur zwei Tage vorher an. Die APH sind für die geleistete Pflege verantwortlich und es ist nicht möglich, dass unsere beiden Pflegefachpersonen die Betreuung von 3000 APH-Bewohnern kontrollieren.» (Original Französisch)

Es fehlt also an Ressourcen, um das Wohlbefinden, ja sogar eine angemessene Behandlung unserer betagten Personen sicherzustellen! In Anbetracht der jüngsten Ereignisse ist diese Antwort unwürdig, wenn nicht sogar skandalös!

Schlussfolgerung

1. Die Dienststelle für Gesundheit und die Dienststelle für Arbeitnehmerschutz sollen die Versorgungsqualität der Bewohnerinnen und Bewohner und die Einhaltung der Arbeitsbedingungen in diesen Einrichtungen gewährleisten.

Wie kann man effiziente Kontrolle durchführen, wenn diese vorangekündigt werden? Beabsichtigt das Departement, diese Praxis zu ändern?

2. Infolge mehrerer Fälle von Misshandlungen in den Einrichtungen des Kantons Waadt hat das für Gesundheit

zuständige Departement (DSAS) die Kontrollinstanz CIVESS eingeführt, die zuständig ist für Inspektionen in den Gesundheitseinrichtungen, die vom DSAS eine Betriebsbewilligung haben. In den Grundsätzen dieser Inspektionen ist klar angegeben, dass CIVESS unangemeldete Kontrollen durchführen kann. Plant das Gesundheitsdepartement, einen ähnlichen Dienst ins Leben zu rufen und sich somit die Mittel zu geben, die Sicherheit und Qualität der Leistungen für in den Gesundheitseinrichtungen unseres Kantons betreute Personen zu gewährleisten?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PDCB, par Benoit BENDER
Objet EMS Saxon, une gestion chaotique qui peut se produire dans d'autres EMS ?
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.232

Actualité de l'événement

dénonciation de cas de maltraitance lors de l'émission « Mise au point » du 16 août 2020

Imprévisibilité

par définition, un cas de maltraitance est imprévisible ainsi que son écho médiatique

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

prendre des mesures pour éviter de nouveaux cas de maltraitance.

Lors de l'émission de « Mise au point » du 16 août dernier, le PDCB et la population valaisanne étaient en émoi face au témoignage d'un ex-employé de l'EMS privé « les Sources » à Saxon. Le sujet parlait d'éventuelles maltraitances au sein de l'établissement ainsi qu'une gestion chaotique des cadres et de la direction (pression, dysfonctionnement, mobbing etc.).

Le PDCB déplore que de tels événements puissent se passer sur territoire valaisan. Nous prenons note de l'enquête mise en place par le DSSC ainsi que l'audit de l'institution.

Tout en rappelant l'excellent travail de la plupart des établissements (direction et personnel), le PDCB s'interroge sur la dotation du personnel des EMS, son niveau de formation, le profil des membres des conseils de fondation ainsi que la privatisation d'EMS.

Conclusion

Par la présente, nous demandons au Conseil d'Etat d'agir dans le sens de ce qui suit et de répondre aux questions suivantes :

- Concernant la dotation en personnel : la marge négative de dotation (variation par rapport à la norme) est actuellement de -10% par rapport à la valeur de référence, alors que la marge positive est de +5%. Bien qu'une marge soit nécessaire pour pallier aux mouvements de résidents et de collaborateurs, pourquoi est-il possible de descendre si bas ? Nous devrions fixer la limite négative à -5% afin de supprimer ces incitatifs néfastes pour le système et pour la qualité de la prise en charge.

- Concernant la formation du personnel : nous savons qu'il manque de cadres formés au niveau tertiaire. Nous savons également que le niveau de formation joue un rôle important dans un contexte de bientraitance. Ne faudrait-il pas rehausser la proportion de personnel de niveau tertiaire et promouvoir une formation pour tous les employés d'EMS sur la bientraitance pour éviter ces situations ? Ne faudrait-il pas mettre en place une formation avec les associations existantes ouvrant dans ce domaine ?

- Concernant le profil des membres de conseils de fondation, ne faudrait-il pas professionnaliser et dépolitiser ces conseils en intégrant, par exemple, des médecins ou des infirmiers ainsi que des personnes externes pouvant exercer de manière neutre et indépendante la fonction de haute surveillance ?
- Enfin, il convient de se demander si le fait de privatiser des institutions dans le domaine sanitaire augmente ou non les risques de maltraitance. Existe-il des études ou statistiques à ce sujet ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber PDCB, durch Benoit BENDER
Gegenstand APH Saxon: eine chaotische Führung, die sich in anderen APH wiederholen könnte?
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.232

Aktualität des Ereignisses

Anprangerung von Misshandlungsfällen in der Sendung «Mise au point» am 16. August 2020.

Unvorhersehbarkeit

Es liegt in der Natur der Sache, dass Misshandlungen sowie das entsprechende Medienecho nicht vorhersehbar sind.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Massnahmen ergreifen, um erneute Misshandlungen zu vermeiden.

Die PDCB und die Walliser Bevölkerung wurden am 16. August durch die Aussagen eines ehemaligen Mitarbeiters des privaten APH «Les Sources» in Saxon in der Sendung «Mise au point» erschüttert. Es wurden mögliche Misshandlungen im Heim sowie eine chaotische Führung durch die Kadermitarbeitenden und die Direktion (Druck, Unzulänglichkeiten, Mobbing usw.) erwähnt. Die PDCB bedauert, dass es im Wallis zu solchen Vorfällen kommen konnte. Wir nehmen die Untersuchung durch das Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK) sowie das Audit der Institution zur Kenntnis.

Die Mehrheit der Alters- und Pflegeheime leistet hervorragende Arbeit (Leitung und Personal), dennoch stellt sich die PDCB Fragen zum Personalbestand der APH, dem Ausbildungsniveau, dem Profil der Mitglieder des Stiftungsrats sowie der Privatisierung der APH.

Schlussfolgerung

Wir fordern den Staatsrat mit dem vorliegenden Postulat auf, folgende Punkte umzusetzen und unsere Fragen zu beantworten:

- Zum Personalbestand: die Untergrenze (Abweichung im Vergleich zur Norm) beträgt derzeit -10 % im Vergleich zum Referenzwert, während die Obergrenze bei +5 % liegt. Eine gewisse Marge ist natürlich notwendig, um die Fluktuationen bei den Bewohnerinnen und Bewohnern und den Mitarbeitenden abzufedern, aber wieso darf sie so tief sein? Wir sollten den unteren Wert bei -5 % festsetzen, um schädliche Anreize für das System und die Qualität der Betreuung zu verhindern.

- Zur Ausbildung des Personals: Wir wissen, dass es an ausgebildetem Kader mit einer tertiären Ausbildung fehlt. Wir wissen auch, dass das Ausbildungsniveau für einen respektvollen Umgang eine wichtige Rolle spielt. Wäre es nicht angemessen, den Anteil an Personal mit Ausbildung auf Tertiärstufe zu erhöhen und eine Ausbildung aller Angestellten in APHs zum Thema respektvoller Umgang vorzusehen, um solche Situationen

zu verhindern? Sollte nicht mit den in diesem Bereich aktiven Vereinen eine Ausbildung ins Leben gerufen werden?

- Zum Profil der Mitglieder des Stiftungsrats: Sollte dieser nicht professionalisiert und entpolitisiert werden, indem beispielsweise Ärzte, Pflegefachpersonen und externe Personen ernannt würden, welche die Oberaufsicht neutral und unabhängig ausüben könnten?

- Schliesslich stellt sich die Frage, ob das Risiko von Misshandlungen durch die Privatisierung der Institutionen im Gesundheitsbereich steigt oder nicht. Gibt es dazu Studien oder Statistiken?

POSTULAT URGENT

Auteur PLR, par Julien DUBUIS
Objet Des mesures concrètes afin d'éviter la maltraitance dans les EMS valaisans.
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.223

Actualité de l'événement

Des actes éventuels de maltraitance ont été rapporté par la RTS dans son émission mise au point du 16 août puis par des articles dans la presse valaisanne.

Imprévisibilité

On ne pouvait pas prévoir ces actes de maltraitance éventuels à l'EMS des Sources à Saxon.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le DSSC et le service de la santé publique doivent intervenir avant la discussion sur le budget 2021 afin d'introduire des mesures visant à éviter la maltraitance dans les EMS du Canton.

Les actes éventuels de maltraitance à l'EMS Les Sources à Saxon, révélés par l'émission Mise au point de la RTS du dimanche 16 août étaient choquant et ont marqué l'opinion publique. Nous avons appris via le communiqué de l'Etat du Valais du 21 août que le Service de protection des travailleurs et des relations du travail (SPT) a reçu en mai et juin plusieurs plaintes anonymes de membres du personnel de l'EMS Les Sources à Saxon concernant les conditions et rapports de travail. Certains courriers mentionnaient des problèmes organisationnels pouvant potentiellement avoir un impact sur la qualité des soins et deux faisaient référence à de la maltraitance, de façon très générale. Le communiqué mentionne aussi que le Service de la santé publique (SSP) a accompagné le SPT le 25 juin lors de l'audition des employés de l'EMS.

Ce n'est pas la première fois que nous sommes confrontés à des cas de maltraitance dans les EMS de notre canton. Le groupe PLR avait déjà déposé un postulat en décembre 2019 intitulé « cap sur la bientraitance ». Des problèmes structurels existent, notamment au niveau de la dotation en personnel et plus particulièrement au niveau des pourcentage reconnu par catégorie de personnel soignant. Selon diverses études à ce sujet, un lien clair existe entre le niveau de formation du personnel soignant, la dotation en personnel et les actes de maltraitance. Jusqu'en 2019, le taux de personnel tertiaire était d'au moins 20%. Aujourd'hui, la directive concernant l'autorisation d'exploiter un établissement médico-social (EMS) d'octobre indique une cible de 15% à 20%. Il convient de modifier cette directive afin d'augmenter la part de personnel formé tertiaire et diminuer la part du personnel faiblement formé. Par ailleurs, le système de calcul de la dotation doit être revu. En effet, aujourd'hui une valeur zéro est calculée à partir des besoins en soins de tous les résidents. Toutefois, une marge négative de -10% est tolérée ce qui constitue un incitatif néfaste, et une marge de manoeuvre inacceptable. Une marge doit exister pour faire face aux changements de profils de résidents, c'est pourquoi une marge à -5% doit être maintenue.

Conclusion

Au vu de ce qui précède et pour éviter au maximum les actes de maltraitance dans les EMS, le groupe PLR demande au DSCC et au service de la santé publique de modifier la directive concernant l'autorisation d'exploiter un établissement médico-social (EMS) d'octobre 2019. Trois axes sont à privilégier, le niveau de formation du personnel soignant, la formation du personnel à la bientraitance et la réduction de la marge négative (dotation).

* Nous devons augmenter le pourcentage de la catégorie 1 du personnel soignant (infirmier HES, ES...) actuellement entre 15% et 20% pour l'amener entre 20% et 25%.

* De plus, il serait indispensable de mentionner dans la directive que l'ensemble du personnel des EMS en contact avec des résidents suivent régulièrement une formation continue adaptée à l'évolution de la patientèle et aux pathologies ainsi qu'à leur appréhension bienveillante et respectueuse de l'intégrité des personnes (bientraitance). Ces formations devraient être organisées par la faîtière des EMS en collaboration avec les acteurs concernés.

* Enfin, la directive concernant l'autorisation d'exploiter un établissement médico-social (EMS) d'octobre 2019 doit être modifiée pour que la marge négative relative à la dotation soit ramenée à -5% en lieu et place des -10% actuellement en vigueur.

Conscient que les mesures proposées ont un coût, il pourrait être envisagé une mise en œuvre progressive de celles-ci.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|--|
| Urheber | PLR, durch Julien DUBUIS |
| Gegenstand | Konkrete Massnahmen gegen Misshandlungen in Walliser APH |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.223 |

Aktualität des Ereignisses

In der Sendung «Mise au point» des Westschweizer Fernsehens RTS vom 16. August und anschliessend in der Walliser Presse wurde über mögliche Misshandlungen berichtet.

Unvorhersehbarkeit

Diese möglichen Misshandlungen im APH «Les Sources» in Saxon waren nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK) und die Dienststelle für Gesundheitswesen müssen vor der Budgetdebatte 2021 intervenieren, um Massnahmen zur Verhinderung von Misshandlungen in den APH des Kantons zu ergreifen.

Die von der Sendung «Mise au point» des Westschweizer Fernsehens RTS vom 16. August aufgedeckten möglichen Misshandlungen im APH «Les Sources» in Saxon haben die Öffentlichkeit schockiert. Aus der Medienmitteilung des Kantons Wallis vom 21. August haben wir erfahren, dass die Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse (DAA) im Mai und Juni mehrere anonyme Beschwerden von Mitarbeitern des APH «Les Sources» in Saxon über die Arbeitsbedingungen und -beziehungen erhalten hat. Einige der Briefe erwähnten organisatorische Probleme, die sich möglicherweise auf die Qualität der Pflege auswirken könnten, und zwei bezogen sich auf Misshandlungen, jedoch in sehr allgemeiner Form. In der Mitteilung wird zudem erwähnt, dass die Dienststelle für Gesundheitswesen (DGW) am 25. Juni die DAA zur Anhörung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Alters- und Pflegeheims begleitet hat.

Es ist nicht das erste Mal, dass wir in den APH unseres Kantons mit Missbrauchsfällen konfrontiert sind. Die PLR-Fraktion hatte im Dezember 2019 bereits ein Postulat mit dem Titel «Walliser APH: respektvolle Behandlung der Bewohnerinnen und Bewohner» eingereicht. Es bestehen strukturelle Probleme, insbesondere beim Personalbestand und den pro Kategorie des Pflegepersonals vorgesehenen Prozentsätzen. Gemäss verschiedenen Studien besteht ein eindeutiger Zusammenhang zwischen dem Ausbildungsniveau des Pflegepersonals, dem Personalbestand und Missbrauchshandlungen. Bis 2019 betrug der Anteil des Personals der Tertiärstufe mindestens 20 %. Heute enthält die Richtlinie über die Betriebsbewilligung für Pflegeheime (APH) vom Oktober 2019 einen Richtwert von 15–20 %. Diese Richtlinie muss geändert werden, um den Anteil des Personals mit einer tertiären Ausbildung zu erhöhen und jenen des schlecht ausgebildeten Personals zu verringern. Darüber hinaus muss das Berechnungssystem für den Personalbestand revidiert werden. Ausgehend von den Pflegebedürfnissen sämtlicher Bewohnerinnen und Bewohner wird heute ein Nullwert berechnet. Es wird jedoch eine Untergrenze von bis zu -10 % toleriert, was einen verhängnisvollen Anreiz darstellt und einen inakzeptablen Handlungsspielraum bietet. Es braucht eine gewisse Marge, um Veränderungen des Profils der Bewohnerinnen und Bewohner Rechnung zu tragen, weshalb eine Untergrenze

von -5 % beibehalten werden soll.

Schlussfolgerung

Angesichts der obigen Ausführungen und um Missbrauchshandlungen in APH möglichst zu verhindern, verlangt die PLR-Fraktion vom DGSK und von der Dienststelle für Gesundheitswesen die Änderung der Richtlinie über die Betriebsbewilligung für Pflegeheime (APH) vom Oktober 2019. Dabei sollten insbesondere drei Punkte im Vordergrund stehen: Das Ausbildungsniveau des Pflegepersonals, die Sensibilisierung des Personals für einen respektvollen Umgang und die Verringerung der Untergrenze (Personalbestand).

* Der Anteil des Pflegepersonals der Kategorie 1 (Pflegefachperson FH, HF...), der zurzeit bei 15–20 % liegt, muss auf 20–25 % erhöht werden.

* Zudem muss in der Richtlinie festgehalten werden, dass das gesamte APH-Personal, das mit Bewohnerinnen und Bewohnern in Kontakt ist, regelmässig Weiterbildungen zur Entwicklung des Patientenstamms und der Pathologien sowie über einen wohlwollenden Umgang unter Achtung der Integrität der Bewohnerinnen und Bewohner besuchen muss. Diese Ausbildungen müssen vom Dachverband der APH in Zusammenarbeit mit den betroffenen Akteuren organisiert werden.

* Schliesslich muss die Richtlinie über die Betriebsbewilligung für Pflegeheime (APH) vom Oktober 2019 so abgeändert werden, dass die Untergrenze für den Personalbestand von den aktuell geltenden -10 % auf -5 % verringert wird.

Im Bewusstsein, dass die vorgeschlagenen Massnahmen mit Kosten verbunden sind, könnte deren progressive Umsetzung in Betracht gezogen werden.

POSTULAT URGENT

Auteur Celine DESSIMOZ, Nicole FUMEAUX-EVEQUOZ et Jean-Daniel MELLY, Les Verts et Bruno PERROUD, UDC

Objet Pour des gouvernances d'EMS professionnelles et pluridisciplinaires

Date 04/09/2020

Numéro 2020.09.236

Actualité de l'événement

Soupçons de maltraitance dans un EMS valaisan révélés par une émission de la RTS

Imprévisibilité

La maltraitance dans un EMS n'est jamais prévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Des mesures s'imposent de manière systémique pour réduire les risques de maltraitance dans les EMS

Régulièrement, la problématique de la maltraitance dans les EMS fait surface dans la presse régionale. Le monde politique s'insurge, la population fulmine et les résidentes, résidents et familles souffrent... puis avec le temps et quelques mesurette voire simplement de la communication, le soufflé retombe... l'actualité passe à autre chose... jusqu'à ce qu'un nouvel épisode soit révélé...

Dans un premier temps, il convient de rappeler que les deux éléments de causalité mis en exergue lors des enquêtes en lien avec la maltraitance dans les EMS sont le manque de personnel (dotation insuffisante) et le manque de qualification (plus le niveau de formation est élevé, plus la qualité des soins est élevée).

Au-delà de ces 2 éléments prioritaires, la gouvernance des EMS est aussi à questionner.

Ces gouvernances n'intègrent que rarement des professionnels de la santé et ce, malgré la recommandation faite dans les directives du département de la santé concernant l'autorisation d'exploiter un établissement médico-social en son point 4.2 : « Il est fortement recommandé d'intégrer aux instances dirigeantes (conseil de fondation ou conseil d'administration) des personnes disposant de compétences dans les domaines de la santé et de la gestion d'institutions. ».

Il est essentiel que des professionnels de la santé siègent dans ces organes de gouvernance pour garantir l'attention portée au domaine du soin. Ce regard avisé est une force d'identification et de propositions aux problèmes en lien avec les soins prodigués aux résidentes et résidents des EMS. Ce regard donne des compétences et du poids dans les missions de surveillance de ces organes.

De plus, les directions d'EMS doivent également faire preuve d'un certain niveau de compétences pour garantir la qualité de gestion de ces structures. Actuellement, il n'y a pas d'homogénéité quant aux compétences exigées dans les directions d'EMS. Les salaires octroyés aux directions sont d'ailleurs très disparates d'un EMS à l'autre alors qu'un soignant, lui, sera rémunéré selon une grille de salaires cantonalisée.

Le niveau de formation des directions influence la qualité des prestations délivrées et qualité de la gestion de

l'établissement, il est donc primordial que les directions des EMS valaisans soient d'un niveau homogène.

Conclusion

Par ce postulat, il est demandé la modification du point 4.2 des directives du département de la santé concernant l'autorisation d'exploiter un établissement médico-social pour rendre obligatoire l'intégration de personnes disposant de compétences dans les domaines de la santé et de la gestion d'institution au sein des instances dirigeantes. Ceci, afin de gagner en qualité dans leur mission de surveillance.

Il est également demandé d'exiger que les directions d'EMS soient exercées par des personnes titulaires d'un DAS en stratégie et direction d'institutions éducatives, sociales et socio-sanitaires ou équivalent. Il est également admis que la personne s'engage à se former dans les 2 ans de la prise de fonction.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | Celine DESSIMOZ, Nicole FUMEAUX-EVEQUOZ und Jean-Daniel MELLY, Les Verts und Bruno PERROUD, UDC |
| Gegenstand | Für eine professionelle und bereichsübergreifende Führung von APH |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.236 |

Aktualität des Ereignisses

In einer Sendung des Westschweizer Fernsehens RTS wurde der Verdacht auf Misshandlung in einem Walliser APH bekannt gemacht.

Unvorhersehbarkeit

Misshandlungen in einem APH sind nie vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es sind systematische Massnahmen erforderlich, um die Risiken von Misshandlungen in APH zu verringern.

Die Problematik von Misshandlungen in APH wird in der regionalen Presse regelmässig aufgegriffen. Die Politik ist ausser sich, die Bevölkerung empört und die Bewohnerinnen und Bewohner wie auch ihre Familien leiden... Wenig später und nach der Ergreifung oder lediglich der Bekanntgabe einiger Pseudomassnahmen legt sich der Sturm wieder. Andere Schlagzeilen verdrängen das Thema, bis eine weitere Episode ans Licht kommt...

Zur Erinnerung: Die zwei Hauptursachen für Misshandlungen in APH, die im Rahmen der Untersuchungen hervorgehoben wurden, sind der Personalmangel (Unterbesetzung) und die fehlende Qualifikation (je höher das Ausbildungsniveau, desto besser die Pflegequalität).

Neben diesen beiden zentralen Elementen muss auch die Führungsqualität in den APH hinterfragt werden.

In den leitenden Instanzen sitzen nur selten Gesundheitsfachleute und dies trotz der Empfehlung in den Richtlinien des Departements für Gesundheit, Soziales und Kultur über die Betriebsbewilligung für Pflegeheime unter Punkt 4.2: «Es wird dringend empfohlen, in die leitenden Instanzen (Stiftungsrat oder Verwaltungsrat) Personen zu ernennen, die über Erfahrung und Kenntnisse in den Bereichen Gesundheitswesen und Institutionsverwaltung verfügen.»

Es ist unerlässlich, dass in diesen Instanzen Gesundheitsfachleute sitzen, um zu gewährleisten, dass dieser Bereich die erforderliche Aufmerksamkeit erhält. Dank deren Fachkenntnisse können Probleme im Zusammenhang mit der Pflege der Bewohnerinnen und Bewohner von APH identifiziert und Lösungen vorgeschlagen werden. Sie verleihen diesen Organen im Rahmen ihrer Aufsichtsfunktion mehr Gewicht.

Zudem müssen auch die Direktionen der APH ein gewisses Kompetenzniveau aufweisen können, um die Qualität der Verwaltung dieser Strukturen zu gewährleisten. Zurzeit besteht keine Einheitlichkeit bezüglich der Kompetenzen, die in den Direktionen von APH verlangt werden. Die Löhne für Direktionsposten sind im

Übrigen je nach APH sehr unterschiedlich, während das Pflegepersonal gemäss der kantonalen Lohntabelle bezahlt wird.

Das Ausbildungsniveau in den Direktionen hat einen Einfluss auf die Qualität der erbrachten Leistungen und der Leitung der Einrichtung; deshalb ist es entscheidend, dass die Direktionen der Walliser APH ein einheitliches Niveau aufweisen.

Schlussfolgerung

Mit diesem Postulat wird die Änderung von Punkt 4.2 der Richtlinien des Departements für Gesundheit, Soziales und Kultur über die Betriebsbewilligung für Pflegeheime verlangt mit dem Ziel, die Aufnahme von Personen mit Kenntnissen in den Bereichen Gesundheitswesen und Institutionsverwaltung in die leitenden Instanzen vorzuschreiben. Damit soll die Qualität der Aufsicht verbessert werden. Zudem soll verlangt werden, dass APH von Personen geführt werden, die Inhaber eines DAS in Institutionsleitung und -strategie im Erziehungs-, Sozial- und Gesundheitsbereich oder einer gleichwertigen Ausbildung sind. Möglich wäre auch, dass sich die Person dazu verpflichtet, sich in den ersten zwei Jahren nach Stellenantritt weiterzubilden.

POSTULAT URGENT

Auteur Celine DESSIMOZ, Les Verts, Bruno PERROUD, UDC, Martin KALBERMATTER, CSPO et Julien DUBUIS, PLR

Objet Garantie du lien social dans les Institutions socio-sanitaires en cas de nouvelle vague sanitaire.

Date 04/09/2020

Numéro 2020.09.224

Actualité de l'événement

En juillet dernier, les éthiciennes et éthiciens de l'académie suisse des sciences médicales lançaient un appel aux responsables de la politique, du management et des soins en lien avec la protection et la qualité de vie des personnes en EMS durant le COVID.

Imprévisibilité

Les mesures prises dans les établissements socio-sanitaires n'étaient pas prévisibles et leurs effets délétères non plus.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Dans le contexte d'une deuxième vague de COVID, il est vital de mettre en place des mesures garantissant le maintien des liens sociaux des résidents d'EMS et d'institutions avec leurs proches.

Les éthiciennes et éthiciens de L'académie suisse des sciences médicales ont formulé en juillet 2020 un appel libellé : «Protection et qualité de vie des personnes en EMS»

« La pandémie de coronavirus a révélé l'extrême vulnérabilité des personnes vivant en institutions de soins de longue durée. Une altération générale de leur qualité de vie et une dégradation de leur état de santé ont été largement constatées. Des éthiciennes et éthiciens médicaux lancent un appel pour attirer l'attention sur le champ de tension entre le devoir de protection des autorités et le droit à l'autodétermination et au respect de la personnalité des résidentes et résidents des institutions de soins. » 1

Notre canton n'a pas fait exception aux différents constats mentionnés ci-dessus. Nos ainé-e-s, mais aussi les personnes en situation de handicap ont souffert de l'isolement, de la coupure du lien physique avec leurs proches, du manque d'attention et de présence. Les liens sociaux sont essentiels à tout individu mais ils sont véritablement vitaux pour les ainé-e-s résidants dans les établissements médico-sociaux et pour les personnes en situation de handicap vivant en institutions. Sans compter la détresse des familles impuissantes face à cette rupture de lien.

1 : <https://www.samw.ch/fr/Ethique/Apercu-des-themes/Conseil-d-ethique-clinique/Appel-soins-de-longue-duree.html>

Conclusion

Le présent postulat demande au Conseil d'Etat de garantir l'application du point 9 de l'appel concernant la protection et la qualité de vie dans les EMS, à savoir que dans l'optique d'une nouvelle vague de pandémie, les institutions, les organisations et les autorités sanitaires devraient prévoir des mesures permettant de garantir les droits ci-après dans les EMS et autres institutions socio-sanitaires :

- a. l'accès des représentantes et représentants légaux, des curatrices et curateurs, et des personnes proches,
- b. l'accès des professionnels (activation, physiothérapie, ergothérapie, podologie, assistance spirituelle, etc.),
- c. le droit à la lumière du jour, à l'exercice, à l'air frais et à l'attention sociale,
- d. le droit à la participation aux décisions thérapeutiques,
- e. l'implication des proches et des représentantes et représentants légaux en cas de mesures inévitables de restriction de la liberté dans le respect des dispositions légales.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|--|
| Urheber | Celine DESSIMOZ, Les Verts, Bruno PERROUD, UDC, Martin KALBERMATTER, CSPO und Julien DUBUIS, PLR |
| Gegenstand | Aufrechterhaltung der sozialen Kontakte in Sozial- und Gesundheitseinrichtungen im Fall einer weiteren COVID-Welle |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.224 |

Aktualität des Ereignisses

Vergangenen Juli haben die Ethikerinnen und Ethiker der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften einen Appell mit dem Titel «Pandemie: Lebensschutz und Lebensqualität in der Langzeitpflege» an die Verantwortungsträger aus Politik, Management, Pflege und Betreuung gerichtet.

Unvorhersehbarkeit

Die von Sozial- und Gesundheitseinrichtungen ergriffenen Massnahmen wie auch ihre negativen Folgen waren nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Mit Blick auf eine zweite COVID-Welle ist es unerlässlich, Massnahmen zu ergreifen, um die sozialen Kontakte zwischen den Bewohnerinnen und Bewohnern von APH und anderen Institutionen und ihren Angehörigen aufrechtzuerhalten.

Die Ethikerinnen und Ethiker der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften haben im Juli 2020 einen Appell mit folgendem Titel formuliert: «Lebensschutz und Lebensqualität in der Langzeitpflege».

«Die Coronapandemie hat die hohe Verletzlichkeit von Menschen in Institutionen der Langzeitpflege gezeigt; es gab verbreitet grosse Einbussen an Lebensqualität und gesundheitliche Verschlechterungen. In einem Appell weisen Medizinethikerinnen und Medizinethiker auf das Spannungsfeld zwischen den Schutzpflichten der Behörden und dem Recht auf Selbstbestimmung und der Achtung der Persönlichkeit der Bewohnerinnen und Bewohner von Pflegeeinrichtungen hin.» (1)

Unser Kanton ist von den verschiedenen oben genannten Feststellungen ebenfalls betroffen. Unsere betagten Mitmenschen, aber auch Menschen mit Behinderung haben unter der Isolation, der physischen Trennung von Angehörigen, dem Mangel an Aufmerksamkeit und Präsenz gelitten. Soziale Kontakte sind für alle wichtig, doch für betagte Bewohnerinnen und Bewohner von Alters- und Pflegeheimen und für Menschen mit Behinderung in Institutionen sind sie überlebenswichtig. Hinzu kommt die Verzweiflung der angesichts dieser Trennung ohnmächtigen Familien.

(1) <https://www.samw.ch/de/Ethik/Themen-A-bis-Z/Ethikberatung-in-der-Klinik/Appell-Langzeitpflege.html>

Schlussfolgerung

Mit dem vorliegenden Postulat wird vom Staatsrat verlangt, dass er die Anwendung von Punkt 9 des Appells betreffend den Lebensschutz und die Lebensqualität in der Langzeitpflege garantiert. Mit Blick auf eine weitere Welle der Pandemie bedeutet dies, dass die Institutionen, Organisationen und Gesundheitsbehörden Massnahmen vorbereiten müssen, welche in den APH und anderen Sozial- und Gesundheitseinrichtungen Folgendes gewährleisten:

- a. Zugang von Vertretungspersonen, Beiständen und engen Bezugspersonen,
- b. Zugang von notwendigen Fachpersonen (Aktivierung, Physio- und Ergotherapie, Podologie, Seelsorge etc.),
- c. Recht auf Tageslicht, Bewegung, frische Luft und soziale Zuwendung,
- d. Recht auf Mitbestimmung in Therapieentscheidungen,
- e. Miteinbezug von Angehörigen und gesetzlichen Vertretungspersonen bei unabwendbaren freiheitsbeschränkenden Massnahmen unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen.

POSTULAT URGENT

| | |
|---------------|---|
| Auteur | Les Verts, par Gwenole BLANCHET et Alexandre DUBUIS |
| Objet | Port obligatoire du masque : prolonger l'aide aux personnes bénéficiaires de l'aide sociale pour une protection égalitaire. |
| Date | 04/09/2020 |
| Numéro | 2020.09.246 |

Actualité de l'événement

Le Conseil d'Etat imposait le port du masque le 7 août dans les écoles des degrés post-obligatoires et le 26 août dans les commerces d'intérieurs.

Imprévisibilité

La décision du Conseil d'Etat d'imposer le port du masque dans les écoles des degrés post-obligatoires puis dans les commerces d'intérieurs n'était pas prévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La santé des valaisans bénéficiaires de l'aide sociale doit être garantie en regard des dernières recommandations de l'OFSP, des nouvelles décisions du Canton et au vu de la situation toujours inquiétante de l'épidémie en Suisse.

Le 1er juillet, le Conseil fédéral rendait obligatoire le port du masque dans les transports publics. Suite à cette décision et conscient des répercussions que cette obligation aura sur les budgets des personnes et des ménages bénéficiaires de l'aide sociale, le Canton du Valais décidait le 22 juillet de soutenir ces personnes en accordant un bon de 25 CHF pour l'achat de deux masques en tissu par personne.

Au début du mois d'août, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a mis à jour ses recommandations concernant les dispositifs de protection anti-Covid-19 et notamment le port du masque. Ainsi, tous les masques ne sont pas appropriés selon que l'on présente ou non des symptômes du virus et que l'on est considéré ou non comme personne vulnérable. Parmi les masques que l'on trouve sur le marché, l'OFSP recommande impérativement l'usage des masques d'hygiène médical en polypropylène à toute personne vulnérable ou présentant les symptômes du Covid-19. Les masques en tissu de fabrication industrielle sont recommandés pour les personnes en bonne santé. Enfin, il faut également préciser que les masques en tissu ne sont pas admis dans certains hôpitaux et autres établissements de soin.

Le 7 août, le Canton annonçait que le port du masque serait désormais imposé dans les écoles valaisannes des degrés post-obligatoires, avant que le 26 août, dans la foulée d'autres cantons, il oblige le port du masque dans tous les commerces d'intérieures.

Conclusion

En regard des dernières recommandations de l'OFSP, des nouvelles décisions du Canton et au vu de la situation toujours inquiétante de l'épidémie de Coronavirus en Suisse, les postulants demandent au Conseil d'Etat d'analyser l'opportunité de prolonger et d'adapter l'aide octroyée le 22 juillet afin que la protection des personnes et des familles les plus démunies de notre canton soit garantie.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | Les Verts, durch Gwenole BLANCHET und Alexandre DUBUIS |
| Gegenstand | Maskenpflicht: Verlängerung der Unterstützung für Sozialhilfeempfänger für einen gleichen Schutz für alle |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.246 |

Aktualität des Ereignisses

Der Staatsrat hat am 7. August eine Maskenpflicht für die postobligatorische Schule und am 26. August für die Innenräume von Läden und Geschäften verordnet.

Unvorhersehbarkeit

Die Entscheidung des Staatsrates, das Tragen von Masken in den postobligatorischen Schulen und in Innenräumen von Läden und Geschäften vorzuschreiben, war nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Gesundheit der Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger im Wallis muss vor dem Hintergrund der neusten Empfehlungen des BAG, den jüngsten Entscheidungen des Kantons und in Anbetracht der immer noch beunruhigenden epidemiologischen Lage in der Schweiz gewährleistet werden.

Per 1. Juli ordnete der Bundesrat im öffentlichen Verkehr eine Maskenpflicht an. Infolge dieses Entscheids und der Folgen dieser Pflicht für das Budget von Personen oder Haushalten, die auf Sozialhilfe angewiesen sind, beschloss der Kanton Wallis am 22. Juli, diese mit einem Gutschein von 25 CHF für den Kauf von zwei Stoffmasken pro Person zu unterstützen.

Anfang August hat das Bundesamt für Gesundheit (BAG) seine Empfehlungen zu den Schutzmassnahmen und insbesondere der Maske aktualisiert. Es eignen sich nicht alle Masken gleich, je nachdem, ob man Symptome des Virus aufweist oder als besonders gefährdete Person gilt. Das BAG empfiehlt besonders gefährdeten Personen oder Personen mit COVID-19-Symptomen eindringlich das Tragen von medizinischen Hygienemasken aus Polypropylen. Industriell gefertigte Stoffmasken werden für gesunde Personen empfohlen. Zudem gilt zu beachten, dass Stoffmasken in gewissen Spitälern und anderen Gesundheitseinrichtungen nicht zugelassen sind.

Am 7. August hat der Kanton eine Maskenpflicht für die postobligatorischen Schulen im Wallis angekündigt und am 26. August ist er anderen Kantonen gefolgt, die das Maskentragen in allen Innenräumen von Läden und Geschäften vorschreiben.

Schlussfolgerung

In Anbetracht der neusten Empfehlungen des BAG, der jüngsten Entscheidungen des Kantons und der immer

beunruhigenderen Situation der Corona-Epidemie in der Schweiz fordern die Postulanten den Staatsrat auf, zu prüfen, ob die am 22. Juli gewährte Hilfe verlängert und angepasst werden kann, sodass die hilfsbedürftigsten Personen und Familien in unserem Kanton geschützt werden können.

POSTULAT URGENT

Auteur UDC, par Blaise MELLY et Jerome DESMEULES
Objet Coronavirus : définir des critères pour la mise en oeuvre des mesures coercitives
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.248

Actualité de l'événement

Le Conseil d'Etat a communiqué le 13 août au sujet de la rentrée des classes (port du masque pour les élèves du secondaire II) et le 26 août au sujet du port du masque dans les magasins.

Imprévisibilité

Vu la baisse du nombre de personnes hospitalisées et de décès, il n'était pas prévisible que le Conseil d'Etat prenne de nouvelles mesures restreignant les libertés individuelles.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Ces mesures sont actuellement en force et aucun critère n'a été défini concernant le moment où elles pourront être levées.

Le Conseil d'État a pris récemment des mesures coercitives qui restreignent significativement les libertés individuelles. Par exemple, 10'000 élèves du secondaire II sont obligés de porter un masque durant toute la journée. Ils sont également privés de récréation. Ces contraintes lourdes rendent la vie des étudiants pénible et péjorent la qualité de l'enseignement. Ces mesures sont par ailleurs difficiles à justifier car la Covid-19 n'a fait en Suisse aucune victime de personnes entre 10 et 29 ans. Nous punissons la jeunesse de notre canton sur laquelle nous projetons nos peurs.

D'autre part, depuis le 31 août, le port du masque et la mise à disposition de solutions hydro-alcooliques pour les clients sont obligatoires en Valais dans tous les magasins et commerces intérieurs fermés. Ces mesures ne donnent pas envie de faire ses achats dans les commerces valaisans. Elles poussent les clients dans les bras des vendeurs en ligne. Nous craignons par ailleurs qu'elles ne soient bientôt étendues aux restaurants et bistrotts.

Ces mesures sont motivées par l'état de situation particulière due à la Covid-19. Elles ne suivent pas le processus législatif normal avec les garde-fous qui y sont inhérents. Il est donc crucial de limiter leur portée et leur durée au strict minimum. L'objectif annoncé des mesures a toujours été d'«aplatir la courbe», c'est à dire empêcher la surcharge du système de santé, pas d'éradiquer ce virus. En l'état actuel des choses, il est impossible d'éradiquer complètement le coronavirus. Même la Nouvelle-Zélande qui est une île, qui n'avait plus aucun malade et qui avait interdit les entrées de personnes sur son territoire, a vu réapparaître le virus. L'homme a de tout temps dû cohabiter avec les virus. Pour ne prendre qu'un exemple, chaque année la grippe fait des victimes sans que cela ne justifie de priver les Suisses de leurs libertés.

Des mesures qui restreignent les libertés individuelles et portent de durs coups à l'économie ne peuvent se justifier que par un haut niveau d'occupation des hôpitaux ou du nombre de décès. Or, au moment où nous

écrivons ce postulat, 110 personnes sont hospitalisées en Suisse à cause de la Covid-19 contre 2'387 au moment du pic début avril. Le nombre d'hospitalisations est stable depuis près de 3 mois. En Valais, seules 3 personnes sont actuellement hospitalisées. Autant nous avons traîné à prendre des mesures lorsque la maladie était dans une phase de croissance exponentielle en février et mars, autant nous prenons maintenant des mesures superflues qui vont ruiner la vie d'un grand nombre de Valaisans. Naturellement, il s'agit de rester vigilant et d'être prêt à réimposer des mesures si elles redevenaient justifiées par la situation sanitaire.

Conclusion

Nous demandons que le Conseil d'État définisse, communique et applique des critères mesurables liés au nombre d'hospitalisations et de décès au-dessus desquelles des mesures coercitives peuvent être prises et s'abstienne de renforcer les mesures tant que ces seuils ne sont pas atteints.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|--|
| Urheber | UDC, durch Blaise MELLY und Jerome DESMEULES |
| Gegenstand | Coronavirus: Definition der Kriterien für die Umsetzung der Zwangsmassnahmen |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.248 |

Aktualität des Ereignisses

Am 13. August informierte der Staatsrat über die Maskenpflicht für die Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe II für den Schulbeginn 2020/2021 und am 26. August über die Maskenpflicht in den Geschäften.

Unvorhersehbarkeit

Angesichts der sinkenden Hospitalisierungs- und Todesfallzahlen war es nicht vorhersehbar, dass der Kanton weitere Massnahmen zur Einschränkung der persönlichen Freiheiten ergreifen würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Diese Massnahmen sind gegenwärtig in Kraft und es wurden keine Kriterien für deren Aufhebung definiert.

Der Staatsrat hat unlängst Zwangsmassnahmen verhängt, welche die persönlichen Freiheiten massiv einschränken. So sind beispielsweise 10'000 Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe II gezwungen, den ganzen Tag eine Schutzmaske zu tragen. Zudem wurden die Pausen gestrichen. Diese massiven Einschränkungen machen den Schülerinnen und Schülern das Leben schwer und beeinträchtigen die Unterrichtsqualität. Im Übrigen sind diese Massnahmen schwierig zu rechtfertigen, zumal Covid-19 in der Schweiz bislang keine Opfer zwischen 10 und 29 Jahren gefordert hat. Wir bestrafen die Jugend unseres Kantons, indem wir unsere Ängste auf sie projizieren.

Zudem sind seit dem 31. August das Tragen der Schutzmaske und die Bereitstellung von hydro-alkoholischen Lösungen für die Kundinnen und Kunden in sämtlichen Innenräumen von Geschäften obligatorisch. Diese Massnahmen verderben den Kundinnen und Kunden die Lust am Einkaufen in den Walliser Geschäften und sind ein gefundenes Fressen für die Online-Händler. Wir befürchten auch, dass sie bald auf die Restaurants und Bistros ausgeweitet werden.

Diese Massnahmen werden durch die besondere Lage infolge von Covid-19 begründet. Sie durchlaufen nicht das ordentliche Gesetzgebungsverfahren mit den damit verbundenen Kontrollen. Ihre Tragweite und Dauer müssen daher auf das absolute Minimum beschränkt werden. Ziel dieser Massnahmen war es stets, die «Kurve abzuflachen», also eine Überlastung des Gesundheitssystems zu verhindern, und nicht etwa das Virus auszurotten. Beim heutigen Stand der Dinge ist die komplette Ausrottung des Coronavirus schlicht unmöglich. Sogar auf der Insel Neuseeland, auf der es keine Coronakranken mehr gab und für die eine Einreiseperrre verhängt wurde, ist das Virus wieder aufgetaucht. Der Mensch musste schon immer mit Viren leben. Nur schon die Grippe fordert jedes Jahr Opfer, ohne dass dies eine Einschränkung der persönlichen Freiheiten der Schweizerinnen und Schweizer rechtfertigen würde.

Massnahmen, welche die persönlichen Freiheiten einschränken und die Wirtschaft hart treffen, können nur durch volle Spitäler oder zahlreiche Todesfälle gerechtfertigt werden. Zum Zeitpunkt der Verfassung dieses Postulats befinden sich gerade mal 110 Covid-Patienten in den Schweizer Spitälern, gegenüber 2'387 zum Höhepunkt der Pandemie Anfang April. Die Hospitalisierungszahlen sind seit fast 3 Monaten stabil. Im Wallis sind gegenwärtig lediglich 3 Personen hospitalisiert. Als die Fallzahlen im Februar und März explosionsartig zunahmen, haben wir nur zögerlich Massnahmen ergriffen. Jetzt scheint es plötzlich nicht schnell genug zu gehen mit der Verhängung überflüssiger Massnahmen, die zahlreichen Walliserinnen und Wallisern das Leben schwer machen. Natürlich müssen wir wachsam bleiben und bereit sein, Massnahmen wieder einzuführen, falls es die Gesundheitssituation erfordert.

Schlussfolgerung

Wir fordern, dass der Staatsrat messbare Kriterien in Bezug auf die Hospitalisierungs- und Todesfallzahlen definiert, kommuniziert und anwendet, bei deren Überschreitung Zwangsmassnahmen ergriffen werden können. Solange diese Schwellenwerte nicht erreicht sind, ist von einer Verschärfung der Massnahmen abzusehen.

MOTION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Sebastien NENDAZ et Patricia CONSTANTIN
Objet Port du masque obligatoire dès le secondaire II, quid des frais supplémentaires pour les familles ?
Date 03/09/2020
Numéro 2020.09.212

Actualité de l'événement

Le 7 août dernier, la population valaisanne apprenait par les médias que le masque serait obligatoire pour la rentrée scolaire 2020 - 2021, et ce pour les écoles du secondaire II général et professionnel

Imprévisibilité

Il n'était aucunement prévisible que cette mesure concernerait les étudiants du secondaire II général et professionnel.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il est urgent de traiter cette obligation qui charge une fois de plus les familles et les bas revenus.

Le 7 août dernier, la population valaisanne apprenait par les médias que le masque serait obligatoire pour la rentrée scolaire 2020 - 2021, et ce pour les écoles du secondaire II général et professionnel. Les étudiants et apprentis, en classe et dans tous les espaces communs, devront porter un masque qui sera mis à disposition gratuitement durant la première semaine uniquement.

Naturellement, cette décision a été prise sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire et de nouvelles décisions ou recommandations de la Confédération.

Cependant, cette obligation découle sur des frais supplémentaires non négligeables pour les familles. En effet, en tenant compte du fait qu'un étudiant doit utiliser un masque par demi-journée, sur 168 jours de formation sur l'année scolaire 2020 - 2021, et un coût sur le marché d'environ CHF 1.25 par masque, le montant à rajouter au budget de cette prochaine année scolaire se monte à pas moins de CHF 425.00 par enfant.

D'après les effectifs de ces dernières années, le nombre d'étudiants concernés pour le secondaire II se monte à environ 17'000. Il est clair que l'Etat du Valais saurait se fournir en masque à des prix moins élevés que les masques vendus à des privés en supermarché ou en pharmacie. Le budget d'une telle opération ne devrait dépasser les 3 millions de francs, et saurait soulager les familles déjà affaiblies elles-aussi financièrement par la crise.

Si l'Etat du Valais a su trouver des moyens de financer les aides aux viticulteurs, aux remontées mécaniques, aux propriétaires de résidences secondaires et j'en passe, il saura trouver le moyen d'accompagner sereinement et financièrement une rentrée scolaire particulière.

Conclusion

Par cette motion, nous demandons à l'Etat la mise à disposition totalement gratuite des masques rendus obligatoires, et ce pour toute la durée de cette obligation, pour les étudiants des écoles du secondaires II général et professionnel.

DRINGLICHE MOTION

Urheber AdG/LA, durch Sebastien NENDAZ und Patricia CONSTANTIN
Gegenstand Maskenpflicht auf Sekundarstufe II: Was ist mit den Mehrkosten für die Familien?
Datum 03/09/2020
Nummer 2020.09.212

Aktualität des Ereignisses

Am vergangenen 7. August erfuhr die Walliser Bevölkerung aus den Medien, dass für den Schulbeginn 2020/2021 für die Mittel- und Berufsfachschulen eine Maskenpflicht verhängt wurde.

Unvorhersehbarkeit

Die Maskenpflicht für Schüler und Lernende der Mittel- und Berufsfachschulen war nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Diese Pflicht, die das Budget von Familien und Geringverdienern zusätzlich belastet, muss umgehend erörtert werden.

Am vergangenen 7. August erfuhr die Walliser Bevölkerung aus den Medien, dass für den Schulbeginn 2020/2021 für die Mittel- und Berufsfachschulen eine Maskenpflicht verhängt wurde. Die Schüler und Lernenden müssen in den Klassenzimmern und in sämtlichen Gemeinschaftsräumen eine Schutzmaske tragen. Die Schutzmasken werden lediglich in der ersten Woche kostenlos abgegeben.

Natürlich wurde dieser Entscheid unter Vorbehalt der Entwicklung der Gesundheitslage sowie neuer Entscheide oder Empfehlungen des Bundes gefällt. Für die Familien ist dieser Entscheid mit erheblichen Mehrkosten verbunden. Die Rechnung sieht folgendermassen aus: Zwei Schutzmasken pro Tag während 168 Schultagen im Schuljahr 2020/2021 schlagen bei einem Marktpreis von rund 1,25 Franken pro Schutzmaske mit nicht weniger als 425 Franken pro Schüler/Studierendem zu Buche.

Gestützt auf die Klassenbestände der vergangenen Jahre sind rund 17'000 Schüler und Lernende der Sekundarstufe II betroffen. Es ist klar, dass der Staat Wallis die Schutzmasken zu einem tieferen Preis beschaffen könnte als Privatpersonen, welche die Schutzmasken im Supermarkt oder in der Drogerie kaufen müssen. Eine solche Beschaffungsaktion dürfte den Staat Wallis nicht mehr als drei Millionen Franken kosten und würde die Familien entlasten, deren Finanzen unter der Krise ebenfalls gelitten haben.

Wenn es dem Staat Wallis gelungen ist, Wege zu finden, um die Hilfen für Weinbauern, Bergbahnen, Zweitwohnungsbesitzer usw. zu finanzieren, wird er auch einen Weg finden, um den Familien in diesem speziellen Schuljahr finanziell unter die Arme zu greifen.

Schlussfolgerung

Mit dieser Motion fordern wir vom Staat die kostenlose Bereitstellung der für obligatorisch erklärten

Schutzmasken für die Schüler und Lernenden der Mittel- und Berufsfachschulen und zwar während der gesamten Dauer der Maskenpflicht.

POSTULAT URGENT

Auteur AdG/LA, par Madeline HEINIGER
Objet Mesures de soutien pédagogique supplémentaires suite au confinement
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.244

Actualité de l'événement

Reprise de la scolarité après la période chaotique de la pandémie

Imprévisibilité

L'école évolue dans le contexte imprévisible de la pandémie, et l'impact de la fermeture printanière est encore mal connu

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Urgence d'évaluer la situation personnelle des élèves et de proposer des mesures de soutien dès le début d'une année scolaire perturbée également (quarantaines)

Il est peu probable que les enfants valaisans, malgré la qualité de notre école, n'aient pas été impactés, comme ceux des autres cantons, par le confinement et l'école à la maison. Certains auront tiré leur épingle du jeu, par leur propre résilience, le soutien reçu à la maison ou leur facilité d'apprentissage. D'autres, à l'inverse, se seront trouvés démunis hors du milieu scolaire, de la présence de l'enseignant-e ou de la stimulation de la classe.

Le confinement printanier a, pour celles et ceux qui en auraient douté, fait la preuve de la valeur si importante de l'école pour favoriser l'égalité des chances dans le développement des enfants et des jeunes.

Ce postulat se préoccupe des élèves qui ont ou qui auraient « décroché » sur le plan de l'apprentissage scolaire, qui révèlent aujourd'hui des lacunes ou même présenteraient des troubles dans leur développement suite à la longue période de confinement. Il s'agit d'apporter au plus vite le soutien qui permettra de donner toutes leurs chances aux élèves impactés par la crise, afin qu'ils puissent acquérir les connaissances nécessaires au succès de leur année scolaire.

Nous demandons au Département de l'enseignement d'établir et de faire connaître les stratégies dont disposent les enseignant-e-s afin :

- de faire le bilan pour tous et de détecter rapidement les éventuelles lacunes scolaires ou les besoins particuliers des élèves
- d'identifier le soutien scolaire ou tout autre appui nécessaires pour ces élèves
- d'informer les parents
- d'apporter dès les besoins définis le soutien pédagogique nécessaire, sous une forme qui permette à l'ensemble de la classe de progresser tout en apportant un suivi individualisé.

Ce programme de soutien à l'école aura un coût que nous souhaitons voir apparaître dans les crédits COVID du mois de novembre.

Conclusion

Le postulat demande que des moyens financiers supplémentaires soient attribués à l'école afin d'identifier rapidement les besoins, d'organiser un soutien pédagogique supplémentaire dans les classes, en petits groupes ou individuellement auprès des élèves, afin de conduire l'école vers le succès malgré les conditions difficiles de la pandémie.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber AdG/LA, durch Madeline HEINIGER
Gegenstand Zusätzliche Schülerhilfe infolge des Lockdowns
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.244

Aktualität des Ereignisses

Rückkehr in die Schule nach der chaotischen Zeit der Pandemie.

Unvorhersehbarkeit

Die Schule passt sich an den unberechenbaren Kontext der Pandemie an. Die Auswirkungen der Schulschliessungen im Frühling sind aber noch ungewiss.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es ist dringend notwendig, für die einzelnen Schülerinnen und Schüler eine Standortbestimmung vorzunehmen und bereits ab Beginn des neuen, ebenfalls beeinträchtigten Schuljahres (Quarantänen) Hilfsmassnahmen vorzuschlagen.

Es ist wenig wahrscheinlich, dass die Walliser Schülerinnen und Schüler trotz der Qualität unserer Schulen nicht wie jene in den anderen Kantonen durch den Lockdown und das Homeschooling in Mitleidenschaft gezogen wurden. Einige kommen gut weg, da sie resilient sind, zu Hause unterstützt wurden oder leicht lernen. Andere hingegen waren ohne den schulischen Rahmen, die Anwesenheit der Lehrpersonen und die Stimulierung durch die Klasse hilflos.

Der Lockdown im Frühling hat für allfällige Zweifler unter Beweis gestellt, dass die Schule die Chancengleichheit in der Entwicklung der Kinder und Jugendlichen fördert.

In diesem Postulat geht es um die Schülerinnen und Schüler, die abgehängt wurden und nach dem langen Lockdown heute Lern- oder sogar Entwicklungsrückstände aufweisen. Die von der Krise in Mitleidenschaft gezogenen Schülerinnen und Schüler sollten so rasch wie möglich unterstützt werden, damit sie das im Hinblick auf einen erfolgreichen Abschluss des Schuljahres nötige Wissen erlangen können.

Wir verlangen vom zuständigen Departement, Strategien zu erarbeiten und bekanntzugeben, die den Lehrpersonen Folgendes ermöglichen:

- eine Standortbestimmung für alle vorzunehmen und rasch mögliche Rückstände oder besondere Bedürfnisse der Schülerinnen und Schüler zu erkennen
- die schulische Unterstützung oder jede andere erforderliche Hilfe für diese Schülerinnen und Schüler festzulegen
- die Eltern zu informieren
- nach der Ermittlung der Bedürfnisse die erforderliche Schülerhilfe in einer Form bereitzustellen, die den Fortschritt der gesamten Klasse und gleichzeitig eine individuelle Betreuung ermöglicht.

Dieses Unterstützungsprogramm in der Schule ist mit Kosten verbunden, die wir in den COVID-Krediten vom November eingeplant sehen möchten.

Schlussfolgerung

Dieses Postulat verlangt, dass für die Schule zusätzliche finanzielle Mittel bereitgestellt werden, um rasch die Bedürfnisse zu ermitteln und zusätzliche Schülerhilfe (in Kleingruppen oder individuell) in den Klassen zu organisieren, damit der Erfolg der Schule trotz der schwierigen Umstände während der Pandemie sichergestellt werden kann.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Sarah CONSTANTIN
Objet Mesures de protection de la COVID-19 à l'école obligatoire
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.247

Actualité de l'événement

Concerne les conséquences de la pandémie COVID-19 au sein des établissements de la scolarité obligatoire à partir de la rentrée scolaire du 17 août.

Imprévisibilité

La pandémie n'était évidemment pas prévisible. Les mesures ont été annoncées une semaine avant la rentrée scolaire. C'est la première rentrée scolaire qui se déroule post « école à la maison ».

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le corps enseignant doit pouvoir réagir et s'adapter à tous les scénarios possibles à ce jour, or certaines incertitudes demeurent.

En date du 6 août 2020, le service de l'éducation a publié son « plan de protection à l'école obligatoire » contenant seize points visant à clarifier les modalités de la rentrée scolaire 2020/2021.

La rentrée scolaire du 17 août s'est déroulée en classes complètes mais dans des conditions évidemment particulières. Les enseignants des cycles 1-2-3 portent le masque dans les parties communes des bâtiments scolaires. Si la distance d'1m50 ne peut pas être respectée en classe vis-à-vis des élèves, les enseignants portent également le masque. Ces mesures ont pour but d'éviter la mise en quarantaine de classes voire d'établissements complets. Notons qu'au cycle d'orientation l'organisation par niveaux induit donc le mélange des classes et de ce fait des élèves. La quarantaine d'une seule classe paraît de ce fait inenvisageable.

Depuis la rentrée scolaire, le nombre d'élèves absents en classe est inhabituellement élevé. Les élèves manquent plusieurs jours de cours pour des symptômes ressemblants à ceux de la COVID, à savoir rhume et toux. L'organisation de l'enseignement en est évidemment bouleversée. Après seulement trois semaines d'école, des difficultés à suivre le programme scolaire correctement apparaissent déjà. Certaines questions subsistent quant à l'organisation au sein des établissements scolaires dans certains cas spécifiques. Nous demandons au service de l'enseignement de répondre aux interrogations suivantes, en tenant compte du fait que la situation évolue rapidement et que des informations supplémentaires dont les signataires n'auraient pas connaissances peuvent être diffusées entre le dépôt de cette intervention et le jour de son traitement.

Conclusion

- En date du 4 septembre, nous apprenions par la RTS que l'OFSP envisage de tester les enfants de moins de 12 ans. La remise en cause du rôle que jouent les enfants dans la propagation du virus peut-elle mener à un port du masque généralisé à l'école obligatoire?

- Sachant qu'à partir de 12 ans le port du masque est obligatoire dans les transports publics, le port du masque pour les élèves du Cycle d'Orientation est-il envisagé par le service?
- Sur RTS1, dans l'émission 19H30 du 2 septembre, nous apprenions que certains masques importés par la Confédération ne sont pas conformes aux normes en vigueur. Sachant que le port du masque chez les enseignants vise à éviter à tout prix une mise en quarantaine d'un établissement, les masques fournis par l'Etat du Valais sont-ils conformes et protègent-ils donc au mieux le corps enseignant?
- Les premiers rhumes et autres maux de gorges sont là et impliquent inévitablement une confusion avec les symptômes de la COVID-19. Des directives seront-elles édictées à l'intention des parents concernant les cas dans lesquels il faut/ne faut pas que leur enfant se rendent à l'école?
- En lien avec la question précédente, demandera-t-on aux enseignant·e·s de juger des symptômes des élèves si ces symptômes apparaissent en classe?
- Afin d'éviter de nombreuses absences, des mesures de protection supplémentaires seront-elles prises pour que les élèves puissent suivre leur cursus scolaire de manière optimale lorsque la grippe saisonnière fera son apparition?
- Le réseau de remplaçant·e·s disponibles est-il suffisant pour palier les éventuelles absences maladies dues à la grippe saisonnière lorsque celle-ci sera présente et que la confusion sera totale avec les symptômes de la COVID-19?
- Sachant qu'il est un élément clé en cas de quarantaine pour le suivi pédagogique, quand l'Environnement Numérique de Travail sera-t-il pleinement opérationnel pour les enseignant·e·s et les élèves?
- Est-il attendu des enseignant·e·s qu'ils prennent en charge une forme d'enseignement à distance dès le premier jour d'absence d'un·e élève en attente de résultat du test de dépistage?
- Dans ce contexte particulier, quelles mesures doivent-elles être mises en place pour soutenir au mieux les élèves aux absences maladies répétées afin que leurs apprentissages soient de qualité, leur épanouissement scolaire optimal et leurs bulletins intermédiaires représentatifs du travail effectué?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber AdG/LA, durch Sarah CONSTANTIN
Gegenstand Schutzmassnahmen gegen COVID-19 in der obligatorischen Schule
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.247

Aktualität des Ereignisses

Konsequenzen der COVID-19-Pandemie in den obligatorischen Schulen ab dem Schulbeginn am 17. August.

Unvorhersehbarkeit

Die Pandemie war selbstverständlich nicht vorhersehbar. Die Massnahmen wurden eine Woche vor Schulbeginn angekündigt. Es handelt sich um den ersten Schulbeginn nach dem Fernunterricht.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Lehrpersonal muss reagieren und sich an alle vorstellbaren Szenarien anpassen können. Allerdings gibt es nach wie vor verschiedene Unsicherheitsfaktoren.

Am 6. August 2020 hat die Dienststelle für Unterrichtswesen (DU) ihr Sicherheitskonzept für die obligatorische Schule veröffentlicht. Es regelt in 16 Punkten die Modalitäten für den Schulbeginn 2020/2021.

Der Unterricht wurde am 17. August in ganzen Klassen, aber unter besonderen Bedingungen, wiederaufgenommen. Die Lehrpersonen des 1., 2. und 3. Zyklus tragen eine Schutzmaske in den Gemeinschaftsräumen der Schulgebäude. Falls im Klassenzimmer der Abstand von 1 Meter 50 zu den Schülern nicht eingehalten werden kann, tragen die Lehrpersonen ebenfalls eine Schutzmaske. Mit diesen Massnahmen soll verhindert werden, dass ganze Klassen oder sogar ganze Schuleinrichtungen unter Quarantäne gestellt werden müssen. Es gilt darauf hinzuweisen, dass die Organisation der Orientierungsschule (OS) nach Stufen unweigerlich zu einer Mischung der Klassen und folglich der Schülerinnen und Schüler führt. Es scheint daher unvorstellbar, dass nur eine einzige Klasse unter Quarantäne gestellt werden kann.

Seit Schulbeginn ist die Abwesenheitsrate ungewöhnlich hoch. Schülerinnen und Schüler bleiben dem Unterricht aufgrund von covid ähnlichen Symptomen (Erkältung, Husten) mehrere Tage fern. Dies beeinträchtigt natürlich die Organisation des Unterrichts. Bereits nach drei Wochen bekunden gewisse Schüler Mühe damit, dem Unterricht zu folgen. In Sachen Organisation von Schuleinrichtungen sind in einigen Spezialfällen immer noch Fragen offen. Wir fordern die DU auf, folgende Fragen zu beantworten. Dies unter Berücksichtigung der Tatsache, dass es aufgrund der raschen Entwicklung der Situation zwischen dem Zeitpunkt der Einreichung und der Behandlung dieses Vorstosses neue Informationen geben könnte, von denen die Unterzeichnenden keine Kenntnis haben.

Schlussfolgerung

- Am 4. September berichtete das Westschweizer Fernsehen RTS darüber, dass das Bundesamt für Gesundheit (BAG) Kinder unter 12 Jahren testen lassen will. Wird die Infragestellung der Rolle der Kinder bei der

Virusausbreitung zu einer allgemeinen Maskenpflicht in der obligatorischen Schule führen?

- Wird angesichts der Tatsache, dass im ÖV Personen ab 12 Jahren eine Maske tragen müssen eine allgemeine Maskenpflicht für OS-Schüler ins Auge gefasst?

- In der Tagesschau des Westschweizer Fernsehen RTS vom 2. September wurde darüber berichtet, dass gewisse vom Bund importierte Masken nicht den geltenden Normen entsprechen. Die Maskenpflicht für Lehrpersonen soll verhindern, dass ganze Schuleinrichtungen unter Quarantäne gestellt werden müssen. Unsere Frage lautet: Sind die vom Staat Wallis gelieferten Masken konform und werden die Lehrpersonen dadurch bestmöglich geschützt?

- Die ersten Erkältungen und Halsschmerzen sind bereits da. Dies führt zwangsläufig dazu, dass sie mit den COVID-19-Symptomen verwechselt werden. Gibt es Weisungen zuhanden der Eltern betreffend die Fälle, in denen sie ihre Kinder in die Schule schicken bzw. zuhause behalten sollen?

- Im Zusammenhang mit der vorigen Frage: Wird von den Lehrpersonen verlangt, dass sie die Symptome ihrer Schülerinnen und Schüler beurteilen, falls diese während dem Unterricht auftreten?

- Um zu viele Abwesenheiten zu vermeiden: Werden zusätzliche Schutzmassnahmen ergriffen, damit die Schülerinnen und Schüler das Schulprogramm unter optimalen Bedingungen absolvieren können, wenn die saisonale Grippe Einzug hält?

- Gibt es genug Stellvertreterinnen und Stellvertreter, um die durch die saisonale Grippe bedingten Abwesenheiten von Lehrpersonen zu kompensieren, wenn die Grippesaison auf dem Höhepunkt ist und die Symptome kaum von COVID-19 unterschieden werden können?

- Angesichts der Tatsache, dass die digitale Arbeitsumgebung ein Kernelement für die pädagogische Begleitung im Fall einer Quarantäne ist, möchten wir wissen, wann diese voll einsatzfähig sein wird?

- Wird von den Lehrpersonen erwartet, dass sie ab dem ersten Abwesenheitstag einer Schülerin oder eines Schülers, der auf das COVID-Testergebnis wartet, eine Form von Fernunterricht anbieten?

- Welche Massnahmen müssen in diesem besonderen Kontext ergriffen werden, damit die regelmässig aus Krankheitsgründen abwesenden Schüler trotzdem eine qualitativ hoch stehende Ausbildung erhalten, sich im schulischem Rahmen optimal entfalten können und ihr Zwischenzeugnis die geleistete Arbeit widerspiegelt?

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | Cornelius IMBODEN, CSPO und Rainer STUDER, CVPO |
| Gegenstand | Steuerliche Entlastung für Winzer für Erwerbseinkommen aus landwirtschaftlicher Tätigkeit |
| Datum | 03/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.216 |

Aktualität des Ereignisses

Der landesweite Lockdown infolge COVID 19 hat Weinproduzenten und Winzern schweren Schaden beifügt. Die kurz bevorstehende Traubenernte wird die Situation nochmals drastisch verschärfen.

Unvorhersehbarkeit

Das Eintreten eines derart dramatischen und globalen Ereignisses mit diesen tiefgreifenden, wirtschaftlichen Auswirkungen auf die Walliser Winzer und Weinproduzenten war nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Infolge des Lockdowns sitzen die Weinproduzenten auf vollen Vorratslagern. Der Kanton hat als Direktmassnahme diesen Sommer mehrere Millionen Franken Direktunterstützung für die grossen Weinproduzenten und Händler gesprochen.

Die quantitative Ertragsgrenzen (QEG) pro Flächeneinheit wurde von den kantonalen Stellen für das laufende Rebjahr bereits kräftig herabgesetzt. Manche Winzer dürfen dieses Jahr nicht ihre gesamte Erntemenge an ihre Kellerei liefern. Für die anstehende Traubenernte werden vor allem Kleinwinzer bestraft, weil ihre Ernten von den Kellereien gar nicht oder nur Teilmengen angenommen werden und dies zu Tiefstpreisen trotz bester Qualität.

Zudem tragen vor allem Rebbauern welche kleine Parzellen bearbeiten zum Erhalt und der Pflege unseres Kulturguts, sowie unseres vielfältigen Landschaftsbild bei. Der Lohn für die mehrmonatige, harte Arbeit fällt miserabel aus oder fällt komplett weg.

Dazu fällt für die Winzer für ihre Arbeit automatisch ein steuerbares Nebenerwerbseinkommen laut Steuererklärung Rubrik 210-212, Einkommen aus Land- und Forstwirtschaft an. (Falls kein Beleg der Kellerei vorliegt wird eine Pauschale pro m2 gerechnet. Dies auch bei einem kompletten Ausfall der Ernte)

Infolge des Lockdowns sitzen die Weinproduzenten auf vollen Vorratslagern. Der Kanton hat als Direktmassnahme diesen Sommer mehrere Millionen Franken Direktunterstützung für die grossen Weinproduzenten und Händler gesprochen.

Die quantitative Ertragsgrenzen (QEG) pro Flächeneinheit wurde von den kantonalen Stellen für das laufende Rebjahr bereits kräftig herabgesetzt. Manche Winzer dürfen dieses Jahr nicht ihre gesamte Erntemenge an ihre Kellerei liefern. Für die anstehende Traubenernte werden vor allem Kleinwinzer bestraft, weil ihre Ernten von den Kellereien gar nicht oder nur Teilmengen angenommen werden und dies zu Tiefstpreisen trotz bester Qualität.

Zudem tragen vor allem Rebbauern welche kleine Parzellen bearbeiten zum Erhalt und der Pflege unseres Kulturguts, sowie unseres vielfältigen Landschaftsbild bei. Der Lohn für die mehrmonatige, harte Arbeit fällt miserabel aus oder fällt komplett weg.

Dazu fällt für die Winzer für ihre Arbeit automatisch ein steuerbares Nebenerwerbseinkommen laut Steuererklärung Rubrik 210-212, Einkommen aus Land- und Forstwirtschaft an. (Falls kein Beleg der Kellerei vorliegt wird eine Pauschale pro m² gerechnet. Dies auch bei einem kompletten Ausfall der Ernte)

Schlussfolgerung

Infolge der ausserordentliche wirtschaftlichen Situation im Rebjahr 2020 ist allen Winzern, die basierend auf der Verordnung über den Rebbau und den Wein (916.42), basierend auf ihrem Rebregister mit dem Produktionsrecht (Bescheinigung) gleich und weniger als 2000 Kg Traubengut deklarieren und somit ein steuerbares Nebenerwerbseinkommen generieren, der Anteil steuerbares Einkommen für die Steuerperiode 2020 laut den Möglichkeiten des Staatsrats oder mindestens um 50% zu reduzieren.

POSTULAT URGENT

Auteur Cornelius IMBODEN, CSPO et Rainer STUDER, CVPO
Objet Allègement fiscal sur le revenu de l'activité agricole des viticulteurs
Date 03/09/2020
Numéro 2020.09.216

Actualité de l'événement

Le confinement général provoqué par l'épidémie de COVID-19 a engendré de lourdes pertes pour les viticulteurs et les producteurs de vins. La situation est appelée à se détériorer encore et de manière sensible avec la vendange qui s'annonce.

Imprévisibilité

La survenue d'un événement aussi dramatique et global – porteur de graves conséquences économiques pour les vigneron et producteurs de vin valaisans – n'était pas prévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La période de confinement n'a pas permis aux producteurs de vins d'écouler leurs stocks. Durant l'été, le canton a annoncé la mise en place d'une aide directe de plusieurs millions destinée à soutenir les grands producteurs de vins et les négociants. Les limites quantitatives de production (LQP) par unité de surface ont d'ores et déjà été fortement réduites par l'office cantonal pour la récolte en cours. Cette année, certains viticulteurs ne pourront pas livrer l'ensemble de leur vendange à la cave. Ce sont avant tout les petits producteurs qui seront pénalisés : leur vendange ne pourra pas être acceptée – ou alors que partiellement – par les caves, et les prix encaissés seront minimaux même pour une qualité optimale. A cela s'ajoute un autre élément: les vigneron qui travaillent de petites parcelles contribuent au maintien et à l'entretien de notre patrimoine ainsi qu'à la diversité de nos paysages. Le salaire pour ce travail pénible et de longue haleine s'avère misérable, quand il ne tombe pas totalement à zéro. Le travail des vigneron est pourtant automatiquement assimilé à un revenu tiré de l'activité accessoire imposable selon les rubriques 210 à 212 de la déclaration d'impôts, au titre de revenu de l'activité agricole et forestière. (En l'absence d'un justificatif de la cave, un forfait par m² est appliqué, ce même en cas de perte totale de la vendange).

La période de confinement n'a pas permis aux producteurs de vins d'écouler leurs stocks. Durant l'été, le canton a annoncé la mise en place d'une aide directe de plusieurs millions destinée à soutenir les grands producteurs de vins et les négociants. Les limites quantitatives de production (LQP) par unité de surface ont d'ores et déjà été fortement réduites par l'office cantonal pour la récolte en cours. Cette année, certains viticulteurs ne pourront pas livrer l'ensemble de leur vendange à la cave. Ce sont avant tout les petits producteurs qui seront pénalisés : leur vendange ne pourra pas être acceptée – ou alors que partiellement – par les caves, et les prix encaissés seront minimaux même pour une qualité optimale. A cela s'ajoute un autre élément: les vigneron qui travaillent de petites parcelles contribuent au maintien et à l'entretien de notre patrimoine ainsi qu'à la diversité de nos paysages. Le salaire pour ce travail pénible et de longue haleine s'avère misérable, quand il ne tombe pas totalement à zéro. Le travail des vigneron est pourtant automatiquement assimilé à un revenu tiré de l'activité accessoire imposable selon les rubriques 210 à 212 de la déclaration d'impôts, au titre de revenu de l'activité

agricole et forestière. (En l'absence d'un justificatif de la cave, un forfait par m² est appliqué, ce même en cas de perte totale de la vendange).

Conclusion

En raison de la situation économique extraordinaire qui caractérise cette récolte 2020, il convient de réduire la part du revenu imposable pour la période fiscale 2020, selon les possibilités du Conseil d'Etat mais au moins de 50% pour tous les viticulteurs qui, sur la base de l'Ordonnance sur la vigne et le vin (916.42) et sur la base de leur registre des vignes et du droit de production (acquit), déclarent une vendange inférieure ou égale à 2000 kg et génèrent ainsi un revenu tiré d'une activité accessoire imposable.

POSTULAT URGENT

Auteur PDCC, par Beat EGGEL et Emmanuel CHASSOT, PDCB, par Florentin CARRON et UDC, par Mathias DELALOYE

Objet Bourse de la vendange

Date 05/09/2020

Numéro 2020.09.252

Actualité de l'événement

Les vendanges ont commencé et, à ce jour, environ 2 millions de kg de raisins valaisans n'ont pas d'acheteur.

Imprévisibilité

De mémoire de vigneron valaisan cette situation n'a jamais existé, personne n'aurait osé y penser.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Après un paiement de la vendange au plus bas concernant le millésime 2019, certaines caves ne prennent plus ou ont fortement diminué leurs achats de vendanges. Aujourd'hui, les vigneronns ont atteint la limite du supportable. Ils ne savent pas où livrer leur production, voir même s'ils vendangeront.

La viticulture valaisanne est un acteur économique et environnemental considérable pour notre canton.

A ce jour, les vendanges ont débuté, nombre de viticulteurs n'ont pas d'acheteur pour leur production ou partie de leur production.

Afin de trouver des solutions, nous proposons de mettre en relation les producteurs ayant de la vendange invendue avec les acheteurs potentiels qui n'ont pas les informations nécessaires pour trouver la production souhaitée. Pour ce faire, la mise en place d'une bourse de la vendange dans les plus brefs délais pourrait être un outil de gestion fort utile pour gérer cette crise.

La mise en place de ce genre de bourse en début de période COVID-19 a très bien fonctionné pour la main d'oeuvre agricole. Il en sera certainement de même pour la production viticole si cela serait mis en place. Il va de soi que cette bourse soit réservée à la production valaisanne selon les acquits délivrés par le canton. Cette bourse pourrait aussi servir pour l'échange de vins en vrac entre les caves.

Dans un deuxième temps, ce système pourrait aussi englober une bourse des parcelles viticoles, achat et/ou locations, afin de favoriser le regroupement de parcelles, dans un objectif d'optimisation et de rationalisation des coûts d'exploitation.

Actuellement le canton subventionne bon nombre de projet de maintien du vignoble en terrasse, d'irrigation, et

autres améliorations structurelles. Par ce postulat, nous demandons une aide à la gestion de la vendange afin de sauvegarder les vigneron pendant qu'il y en a encore.

Conclusion

Pour la survie de nos vigneron et le maintien de notre vignoble, nous demandons au Gouvernement de mettre en place une bourse de la vendange dans les plus brefs délais, avec une option pour l'échange de vins en vrac et une option pour le regroupement de parcelles viticoles.

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|---|
| Urheber | PDCC, durch Beat EGGEL und Emmanuel CHASSOT, PDCB, durch Florentin CARRON und UDC, durch Mathias DELALOYE |
| Gegenstand | Weinernte-Börse |
| Datum | 05/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.252 |

Aktualität des Ereignisses

Die Weinernte hat begonnen. Aktuell fehlen für ungefähr 2 Millionen Kilogramm Trauben Käuferinnen und Käufer.

Unvorhersehbarkeit

Laut Walliser Winzerinnen und Winzer gab es eine solche Situation noch nie und niemand hätte sie für möglich gehalten.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Nach den sehr tiefen Weinerntezahlungen im vergangenen Jahr kaufen einige Weinkellereien dieses Jahr gar keine Trauben mehr oder haben die Mengen drastisch reduziert. Für die Winzerinnen und Winzer ist die Schmerzgrenze damit erreicht. Sie wissen nicht, wohin mit ihrer Produktion bzw. ob sie überhaupt ernten sollen.

Die Walliser Weinbranche ist ein wichtiger Wirtschafts- und Umweltakteur in unserem Kanton.

Die diesjährige Weinernte hat bereits begonnen. Zahlreiche Winzerinnen und Winzer haben aber keine Käuferinnen und Käufer für ihre Trauben oder nur für einen Teil davon.

Wir schlagen vor, Produzentinnen und Produzenten mit unverkaufter Weinernte mit potenziellen Käuferinnen und Käufern in Kontakt zu bringen, die noch auf der Suche nach Traubengut sind. Die Schaffung einer Weinernte-Börse innert nützlicher Frist könnte ein willkommenes Instrument zur Bewältigung der Krise sein.

Die Schaffung einer derartigen Börse für landwirtschaftliche Arbeitskräfte hat zu Beginn der Corona-Krise sehr gut funktioniert. Dies wäre sicherlich auch bei einer Weinernte-Börse der Fall. Es ist selbstverständlich, dass diese Börse gemäss den vom Kanton erteilten Bescheinigungen der Walliser Produktion vorbehalten wäre. Diese Börse könnte auch dem Austausch von Fasswein zwischen den Kellereien dienen.

In einem zweiten Schritt könnte die Börse auch auf den Kauf und/oder die Pacht von Rebparzellen ausgeweitet werden. So könnten deren Zusammenlegung gefördert und die Betriebskosten optimiert und rationalisiert werden.

Gegenwärtig subventioniert der Kanton verschiedene Projekte zum Erhalt von terrassierten Weinbergen, zur Bewässerung sowie andere Strukturverbesserungen. Mit diesem Postulat fordern wir eine Hilfe bei der

Verwaltung der Weinernte, um ein Winzersterben zu vermeiden.

Schlussfolgerung

Damit unsere Winzerinnen und Winzer überleben und unsere Weinberge weiterhin bewirtschaftet werden können, fordern wir von der Regierung innert kürzester Frist die Schaffung einer Weinernte-Börse, die allenfalls auch als Austauschplattform von Fasswein zwischen den Kellereien und für die Zusammenlegung von Rebparzellen dienen kann.

POSTULAT URGENT

Auteur Steve DELASOIE, PLR, Florian ALTER, AdG/LA, Dominic EGGEL, CVPO et Gregoire EMONET, UDC

Objet Disparition des moutons à l'alpage, danger d'avalanche dans les villages

Date 04/09/2020

Numéro 2020.09.219

Actualité de l'événement

le 1er septembre sortait un article du Nouvelliste dans lequel le conseil d'État Christophe Darbellay reconnaissait le problème

Imprévisibilité

les attaques de cet été ont sonnés le glas de nombreux élevages de moutons.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Si on ne fait rien rapidement le risque est d'avoir des alpages non broutés et donc dangereux en hiver au niveau des avalanches

Nous sommes devant un problème qui dépasse largement les attaques du loup sur les moutons à l'alpage : il s'agit d'un futur abandon des alpages par les moutonniers.

En effet, nombre d'éleveurs ne veulent plus prendre de chiens de protection à cause des problèmes causés aux touristes et aux chiens domestiques, car un risque réel de poursuites judiciaires existe en cas de problème.

Les autres moyens de protections ont une efficacité très relative, par exemple la hauteur des filets pour les parcs, recommandés à 90 cm de haut, ne protègent pas les moutons qui arrivent à sauter un treillis de 1m. Pourquoi le loup n'y arriverait-il pas ? Le berger n'est pas considéré comme moyen de protection car, avec la présence du loup, il faut entre 2 et 3 bergers pour assurer une surveillance 24h/24h et assumer le travail sur l'alpage. Or il est impossible de payer un berger s'il n'y a pas au moins 350 moutons !

De plus, on peut s'apercevoir que la loi actuelle prend trop de temps pour autoriser un tir légitime alors que les attaques se multiplient depuis le début de processus administratif.

Bref les éleveurs de moutons s'épuisent les uns après les autres au rythme des attaques qui se multiplient. Nombre d'entre eux arrêtent ou changent de voie, mais combien sont-ils et pour quelles répercussions dans la nature ?

On peut estimer certains impacts de la disparition des moutons à l'alpage :

- Disparition d'une vieille tradition alpine
- Atteinte à la biodiversité
- Problème d'entretien du paysage
- Disparition de la protection contre les avalanches
- La faune ne pourra pas prendre la place des moutons et donc les prairies ne seront pas suffisamment broutées, ce qui engendrera des zones dangereuses qu'il faudra interdire aux amateurs de montagne

- Augmentation des attaques sur les bovins, troupeaux agressifs, augmentations des accidents de bétail qui déroche (impossibilité de prouver que c'est le loup qui a agi, pas d'ADN, pas de dédommagement et donc grosse perte financière).
- Les éleveurs (hors canton) qui estivent dans les montagnes ne mettront plus leur bétail en alpage ! Diminutions des cheptels, donc difficultés à engager des bergers.
- Perte des produits locaux (viande d'alpage, fromage de vaches mais aussi de brebis et chèvres). Agritourisme, restauration, hôtellerie auront moins des produits typiquement régionaux à proposer.
- Un Valais avec des zones de danger accrues sera moins entreillant pour le tourisme hivernal

Conclusion

Conclusion :

Les postulants demandent une étude développant :

- les raisons de la diminution de l'élevage ovin/caprin
- Les moyens envisageables pour le remplacement des moutons afin de garantir la sécurité dans ces zones ainsi que leur coût.
- Le risque de report des attaques de prédateurs sur les bovins dans les alpages délaissés par les ovins
- l'impact global de cette situation sur notre tourisme
- une manière d'accélérer la décision de tir de Berne dans toute situation identique

DRINGLICHES POSTULAT

| | |
|-------------------|--|
| Urheber | Steve DELASOIE, PLR, Florian ALTER, AdG/LA, Dominic EGGEL, CVPO und Gregoire EMONET, UDC |
| Gegenstand | Verschwinden die Schafe von der Alp, so steigt die Lawinengefahr in den Dörfern |
| Datum | 04/09/2020 |
| Nummer | 2020.09.219 |

Aktualität des Ereignisses

Am 1. September ist im Nouvelliste ein Artikel erschienen, in dem Staatsrat Christophe Darbellay das Problem anerkannte.

Unvorhersehbarkeit

Die Wolfsangriffe in diesem Sommer haben zahlreichen Schafzuchten den Todesstoss versetzt.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Wenn nicht umgehend gehandelt wird, droht die Gefahr, dass einige Alpen nicht mehr beweidet werden. Damit würde sich die Lawinengefahr erhöhen.

Wir sind mit einem Problem konfrontiert, das weit über Wolfsangriffe auf den Alpen hinausgeht: Die Aufgabe der Alpen durch die Schafzüchter.

Zahlreiche Schafzüchter verzichten auf Herdenschutzhunde, da bei einem allfälligen Zwischenfall mit Touristen oder Haushunden rechtliche Konsequenzen drohen.

Die übrigen Herdenschutzmittel sind nur bedingt wirksam. Ein Beispiel: Die empfohlene Zaunhöhe von 90 cm ist für Schafe oft zu tief, da sie gut und gerne über 1 m hohe Zäune springen. Warum sollte dies ein Wolf nicht auch können? Der Hirte wird nicht als Schutzmittel betrachtet. Ist der Wolf präsent, sind 2 bis 3 Hirten nötig, um eine Überwachung rund um die Uhr – zusätzlich zur Erledigung der üblichen Arbeit auf der Alp – zu gewährleisten. Bei weniger als 350 Schafen lohnt es sich allerdings nicht, einen Hirten anzustellen!

Zudem dauert es mit der geltenden Gesetzgebung zu lange, bis ein Abschuss bewilligt werden kann, während sich gleichzeitig die Angriffe mehren.

Mit der Vermehrung der Angriffe verlieren die Schafzüchter zusehends den Mut. Zahlreiche werfen das Handtuch oder wechseln den Beruf. Doch wie viele sind es eigentlich und welche Auswirkungen hat dies auf die Natur?

Nachstehend eine Liste möglicher Auswirkungen, sollten die Schafe von den Alpen verschwinden:

- Aussterben einer althergebrachten Alpentradition
- Beeinträchtigung der Biodiversität
- ungenügende Landschaftspflege
- fehlender Lawinenschutz
- Wildtiere werden nicht die Arbeit der Schafe übernehmen, so dass die Alpen nicht mehr genügend beweidet werden, was sie zu Gefahrenzonen macht, die man Bergliebhabern verbieten müsste

- Zunahme der Angriffe auf Rinder, aggressive Herden, Zunahme der Viehabstürze (fehlende DNA-Spuren verunmöglichen es, den Wolf dafür verantwortlich zu machen. Die Folge: kein Anrecht auf Entschädigung und grosse finanzielle Verluste).
- Ausserkantonale Viehzüchter werden ihr Vieh nicht mehr auf die Alp führen! Die Folge: Rückgang der Viehbestände, womit es schwierig wird, Hirten anzustellen.
- Verlust von lokalen Produkten (Alpfleisch, Alpkäse (aus Kuh- aber auch aus Schaf- und Ziegenmilch). Das bedeutet weniger lokale Produkte für den Agrotourismus, das Gastgewerbe und die Hotellerie.
- Ein Wallis mit grösseren Gefahrenzonen wird weniger attraktiv für den Wintertourismus sein.

Schlussfolgerung

Schlussfolgerung:

Die Postulanten fordern eine Studie über:

- die Ursachen des Rückgangs der Schaf- und Ziegenzucht
- die Alternativen (sowie die damit verbundenen Kosten) für die Schafe, damit die Sicherheit in diesen Zonen trotzdem gewährleistet werden kann
- die Gefahr einer Übertragung der Raubtierangriffe auf das Rindvieh auf jenen Alpen, die nicht mehr von Schafen beweidet werden
- die Auswirkungen dieser Situation auf unseren Tourismus
- die Möglichkeit zur Beschleunigung der Abschlussverfügung des Bundes im Falle von Raubtierangriffen

POSTULAT URGENT

Auteur PDCB, par Bruno MOULIN et David MARQUIS
Objet Le pastoralisme en grand danger
Date 05/09/2020
Numéro 2020.09.254

Actualité de l'événement

Les attaques régulières des loups sur les troupeaux d'ovins

Imprévisibilité

Si l'augmentation des attaques n'était pas prévisible, il était encore plus imprévisible que les éleveurs désalpent leurs troupeaux prématurément.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La situation demande une réaction immédiate du gouvernement car c'est maintenant que les éleveurs descendent leur troupeaux prématurément, c'est maintenant qu'ils décident de l'avenir de leurs élevages de moutons et qu'ils prennent la décision qui peut être irrémédiable de se séparer de leur cheptel et d'abandonner le pastoralisme.

La tradition pastorale remonte à plus de 7000 ans dans les Alpes. Aujourd'hui ce sont pas moins de 115'000 ha d'alpage dans notre canton qui sont entretenus pas le bétail favorisant ainsi cette biodiversité si riche et si caractéristique.

Le nombre de loups augmente en Valais et la tendance semble ne pas vouloir s'inverser, en corollaire les attaques sur les ovins se multiplient. La pression sur les troupeaux s'intensifie et de fait également sur les éleveurs qui n'arrivent plus à gérer la situation. Dans certains cas ils décident de redescendre prématurément les troupeaux en plaine et même d'arrêter l'élevage.

Selon le service de l'agriculture depuis 2010 ce ne sont pas moins de 30 alpages à moutons qui ont été abandonnés et pour l'an prochain on parle déjà d'une dizaine de désertion, si rien n'est entrepris, à l'avenir, la tendance va encore s'accroître.

A l'heure où l'on parle de biodiversité, de tourisme doux, de tradition, de sauvegarde du paysage, de circuit alimentaire court, de souveraineté alimentaire ou de protection contre les avalanches, l'abandon du pastoralisme est une catastrophe.

Les mesures de protections sont connues mais parfois obsolètes car d'expérience d'agriculteurs, le loup s'adapte très vite. Si dans certain milieu on fustige les moutonniers pour le manque de protection des troupeaux, nous préférons saluer leur courage et enjoignons le canton à leur fournir un soutien fort sans quoi ils abandonneront nos alpages.

Le canton doit mettre suffisamment de moyens pour développer une cohabitation acceptable entre le loup et les animaux de rente sans quoi la tradition millénaire du pastoralisme risque de disparaître.

Conclusion

Nous demandons au Conseil d'Etat de prendre des mesures immédiates et d'apporter sans délai des solutions concrètes aux éleveurs afin qu'ils retrouvent confiance dans l'avenir qu'ils puissent continuer de pratiquer leur profession et qu'ils n'abandonnent pas les alpages avec des conséquences négatives sur la biodiversité.

Le situation est urgente car c'est maintenant que les éleveurs prennent les décisions qui peuvent s'avérer irrémédiables pour l'avenir du pastoralisme tel qu'on le connaît dans notre canton.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber PDCB, durch Bruno MOULIN und David MARQUIS
Gegenstand Die Weidewirtschaft in grosser Gefahr
Datum 05/09/2020
Nummer 2020.09.254

Aktualität des Ereignisses

Regelmässige Wolfsangriffe auf Schafherden

Unvorhersehbarkeit

Die Zunahme der Wolfsangriffe war nicht vorhersehbar. Noch viel weniger vorhersehbar war, dass die Viehzüchterinnen und -züchter ihre Herden vorzeitig von der Alp holen.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die aktuelle Situation erfordert eine umgehende Reaktion der Regierung. Denn jetzt holen die Viehzüchterinnen und -züchter vorzeitig ihre Herden von der Alp und entscheiden, ob sie die Schafzucht auch in Zukunft noch ausüben wollen oder ob sie das Handtuch werfen und die Weidewirtschaft aufgeben sollen.

Die Weidewirtschaft wird in den Alpen schon seit über 7'000 Jahren betrieben. Heute werden in unserem Kanton nicht weniger als 115'000 Hektar Alpen beweidet. Dabei wird unsere so reiche und charakteristische Biodiversität gefördert.

Der Wolfsbestand im Wallis nimmt zu und eine Trendwende ist nicht in Sicht. Die logische Folge davon ist, dass Angriffe auf Schafherden immer häufiger vorkommen. Der Druck auf die Herden und somit auch auf die Viehzüchterinnen und -züchter nimmt zu. Diese werden durch die Situation überfordert. In einigen Fällen entscheiden sie, ihre Herden vorzeitig von der Alp zu holen und sogar die Viehzucht aufzugeben.

Laut der Dienststelle für Landwirtschaft wurden seit 2010 nicht weniger als 30 Schafalpen aufgegeben. Für das kommende Jahr wird mit einem Verlust von rund einem Dutzend Alpen gerechnet. Und wenn nichts unternommen wird, dann wird sich diese Tendenz in Zukunft noch verstärken.

In einer Zeit, in der Biodiversität, sanfter Tourismus, Tradition, Landschaftspflege, Nahrungsmitteldirektverkauf, Ernährungssouveränität oder Lawinenschutz in aller Munde sind, ist die Aufgabe der Weidewirtschaft eine wahre Katastrophe.

Die Schutzmassnahmen sind zwar bekannt, aber oft überholt. Denn laut den Erfahrungen der Landwirtinnen und Landwirte passt sich der Wolf sehr schnell an. Zwar kritisieren gewisse Kreise die Schafhalterinnen und -halter wegen fehlendem Herdenschutz. Wir ziehen es allerdings vor, sie für ihren Mut zu loben und den Kanton aufzufordern, sie zu unterstützen, damit sie die Alpen auch weiterhin bewirtschaften.

Der Kanton muss genügend Mittel in die Entwicklung einer verträglichen Koexistenz von Wolf und Nutztieren investieren. Ansonsten geht die jahrtausendealte Tradition der Weidewirtschaft verloren.

Schlussfolgerung

Wir fordern den Staatsrat auf, unverzüglich Massnahmen zu ergreifen und den Viehzüchterinnen und -züchtern konkrete Lösungen aufzuzeigen, damit sie wieder Vertrauen in ihre Zukunft haben, ihren Beruf weiterhin ausüben können und die Alpen nicht aufgeben, was sich ansonsten negativ auf die Biodiversität auswirken würde. Die Zeit drängt, denn die Viehzüchterinnen und -züchter treffen jetzt Entscheide, welche die Weidewirtschaft wie wir sie heute im Wallis kennen für immer verändern könnten.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Commission ATE par Mathias DELALOYE, UDC et Urs JUON, CVPO
Objet Risque de prescription de l'affaire Giroud
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.222

Actualité de l'événement

Eviter un bis repetita durant la crise viti-vinicole actuelle.

Imprévisibilité

Avancement de la justice.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Risque de prescription imminente.

Il y a plus de 7 ans, le 15 octobre 2013, se fondant sur l'art. 194 al. 2 LIFD, la DAPE dénonçait Dominique Giroud auprès du Ministère public du canton du Valais principalement pour usage de faux au sens de l'art. 186 al. 1 LIFD. Le 01.04.2015, l'Interprofession de la Vigne et du vin déposait une plainte pénale au MP, en indiquant notamment : « Il nous paraît important que les protagonistes ne puissent pas se concerter, dans la phase initiale de l'enquête en tout cas et tant que les pièces comptables et autres documents ne sont pas mis sous mains de justice. L'effet de surprise doit fonctionner dans les divers points du territoire suisse où des investigations sont nécessaires et où diverses personnes devront être entendues ».

Ce n'est que 15 mois après le dépôt de cette plainte et 30 mois après la dénonciation du DAPE, soit le 01.07.2016, que le procureur confie à la police cantonale un mandat d'investigation et il aura fallu attendre encore 16 mois, le 07.11.2017, soit deux ans et demi après le dépôt de la plainte de l'IVV pour qu'une instruction soit ouverte contre Dominique Giroud par le MP pour escroquerie (art. 146 CP), voire concurrence déloyale (art. 23 LCD), gestion déloyale (art. 158 CP) et faux dans les titres (art. 251 CP) et que des perquisitions soient enfin effectuées. Le 28.11.2017, Dominique Giroud demande la mise sous scellés des documents saisis. A la fin de l'année 2019, la procédure de levée de scellés était toujours pendante devant le TMC, malgré une demande de levée des scellés par le MP le 15 décembre 2017.

La plainte pour violation de la loi sur la concurrence déloyale est prescrite depuis 2016. Le MP lui-même considère, dans une de ses ordonnances, que la prescription pour les dénonciations d'escroquerie (art. 146 CP), de concurrence déloyale (art. 23 LCD), de gestion déloyale (art. 158 CP) et de faux dans les titres (art. 251 CP) sont imminentes.

Dans son rapport du 30 novembre 2015, le procureur extraordinaire, Dick Marty, écrivait à propos du Procureur général Dubuis : « La précipitation de se dessaisir de l'affaire, d'une part, et le peu d'entrain de s'en occuper, de l'autre, expliquent la gestion insatisfaisante et peu rationnelle de cette procédure. » et encore « on ne peut s'empêcher de penser que le Procureur général s'est limité au service minimum, sans vouloir vraiment affronter le fond de l'affaire. »

Trois procureurs, chargés de l'affaire Giroud ont démissionné, procureur Schriber en juillet 2018, procureur Cruchet en décembre 2018, procureur Greter en mars 2019.

Conclusion

Par la présente interpellation, il est demandé au Conseil d'Etat et au Minister public de répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont les probabilités que les actes frauduleux soient prescrits ?
2. Quelles mesures entend prendre le conseil d'état (partie civile) pour éviter qu'il y ait prescription ?
3. Où en est l'instruction, suite aux plaintes déposées par le Conseil d'Etat « dans le cadre de faits qui laissent supposer l'existence d'un mécanisme permettant de contourner les règles de l'AOC Valais » en janvier 2018 ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Kommission LTU durch Mathias DELALOYE, UDC und Urs JUON, CVPO
Gegenstand Verjährungsrisiko in der Giroud-Affäre
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.222

Aktualität des Ereignisses

Wiederholung in der aktuellen Weinwirtschaftskrise vermeiden

Unvorhersehbarkeit

Schleppendes Vorankommen der Justiz

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Unmittelbares Verjährungsrisiko

Vor über sieben Jahren, genauer gesagt am 15. Oktober 2013, zeigte die Abteilung Strafsachen und Untersuchungen (ASU) der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) Dominique Giroud bei der Walliser Staatsanwaltschaft an. Bei dieser auf Artikel 194 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG) gestützten Anzeige ging es insbesondere um Steuerbetrug im Sinne von Artikel 186 Absatz 1 DBG. Am 1. April 2015 reichte der Branchenverband der Walliser Weine (BWW) bei der Staatsanwaltschaft eine Strafklage ein und wies dabei insbesondere auf Folgendes hin: «Es scheint uns wichtig, dass sich die Protagonisten nicht absprechen können – zumindest nicht in der Anfangsphase der Untersuchung und solange die Rechnungsbelege und übrigen Unterlagen nicht in den Händen der Justiz sind. Der Überraschungseffekt muss an verschiedenen Orten in der Schweiz funktionieren, wo Untersuchungen nötig sind und verschiedene Personen einvernommen werden müssen.» (Übersetzung)

Erst 15 Monate nach Einreichung dieser Klage und 30 Monate nach der Anzeige durch die ASU, also am 1. Juli 2016, erteilte der Staatsanwalt der Kantonspolizei einen Ermittlungsauftrag. Danach dauerte es weitere 16 Monate, also bis zum 7. November 2017 oder zweieinhalb Jahre nach Einreichung der Klage durch den BWW, bis die Staatsanwaltschaft eine Untersuchung gegen Dominique Giroud wegen Betrugs (Art. 146 StGB), unlauteren Wettbewerbs (Art. 23 UWG), ungetreuer Geschäftsbesorgung (Art. 158 StGB) und Urkundenfälschung (Art. 251 StGB) eröffnete und endlich Hausdurchsuchungen durchgeführt wurden. Am 28. November 2017 verlangte Dominique Giroud die Siegelung der beschlagnahmten Dokumente. Ende 2019 war das Entsiegelungsverfahren immer noch vor dem Zwangsmassnahmengericht (ZMG) hängig, obwohl die Staatsanwaltschaft bereits am 15. Dezember 2017 einen Entsiegelungsantrag gestellt hatte. Die Klage wegen Verletzung des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb ist seit 2016 verjährt. Die Staatsanwaltschaft selbst kommt in einer ihrer Verfügungen zum Schluss, dass die Verjährung der Anzeigen wegen Betrugs (Art. 146 StGB), unlauteren Wettbewerbs (Art. 23 UWG), ungetreuer Geschäftsbesorgung (Art. 158 StGB) und Urkundenfälschung (Art. 251 StGB) unmittelbar bevorsteht.

In seinem Bericht vom 30. November 2015 schrieb der ausserordentliche Staatsanwalt Dick Marty Folgendes über Generalstaatsanwalt Dubuis: «Die Eile, sich für unzuständig zu erklären, einerseits und der mangelnde Wille, sich damit zu befassen, andererseits erklären die unbefriedigende und nicht sehr rationale Handhabung

dieses Verfahrens.» oder auch «Man wird das Gefühl nicht los, dass sich der Generalstaatsanwalt auf das absolute Minimum beschränkt hat und dieser Affäre nicht wirklich auf den Grund gehen wollte.» (Übersetzung)

Drei mit der Giroud-Affäre betraute Staatsanwälte haben demissioniert: Staatsanwalt Schriber im Juli 2018, Staatsanwalt Cruchet im Dezember 2018 und Staatsanwalt Greter im März 2019.

Schlussfolgerung

Mit dieser Interpellation wollen wir vom Staatsrat und von der Staatsanwaltschaft Folgendes wissen:

1. Wie hoch ist die Wahrscheinlichkeit, dass die betrügerischen Handlungen verjähren?
2. Welche Massnahmen gedenkt der Staatsrat (Zivilpartei) zu ergreifen, um die Verjährung zu verhindern?
3. Wie ist der Stand der Untersuchung infolge der vom Staatsrat im Januar 2018 eingereichten Klagen «aufgrund von Tatsachen, die die Existenz eines Mechanismus zur Umgehung der AOC-Regeln vermuten lassen»?

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CSPO, durch Enzo BREGY und Diego CLAUSEN
Gegenstand Gruppenunterkünfte in Unsicherheit: GoSnow Wallis
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.239

Aktualität des Ereignisses

Unsichere Covid-19 Situation verhindert Gruppenreservierungen für den Winter.

Unvorhersehbarkeit

Durch das Virus können keine genauen Angaben zu kurzfristigen Restriktionen oder Schutzmassnahmen zum Winter gemacht werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es braucht dringend und rasch Sicherheiten für Mieter und Vermieter.

Ein Skilager in den Bergen ist Schweizer Kulturgut und gehört in vielen Schulen zum fixen Jahresprogramm. In vielen Walliser Regionen haben sich Leistungsträger auf Skilager-Gruppen spezialisiert. Die Wertschöpfung der Skilager für die Destinationen ist vor allem im Januar und im März spürbar. Die Skigebiete erhalten in der Zwischensaison durch diese Lager eine Grundaustlastung ihrer Anlagen.

Auf nationaler Ebene werden solche Schul-Schneesportlager vom Verein Schneesportinitiative Schweiz (GoSnow.ch) gefördert. Beim Programm GoSnow.ch ist das Wallis die Region mit den meisten gebuchten Skilagern, Winter 2019/2020 46% aller Buchungen. Durch die frühzeitige Förderung des Schneesports werden aus den Schülerinnen und Schüler von heute die Wintergäste von morgen.

Seit dem Lockdown im März 2020 sind die Gruppenunterkünfte in den Berggebieten die Unterkunftsart mit den grössten Einbussen. Das Geschäft der Gruppenreisen und Schullager ist seit März 2020 praktisch bei Null angelangt.

Viele Schulen haben bereits für den Winter 2020/21 ihre Gruppenhaus via GoSnow.ch gebucht und die Besitzer hoffen auf einen guten Winter. Im Moment weiss keiner, ob die Lager effektiv stattfinden werden. Kantone oder Schulen können die Skilager kurzfristig verbieten oder die Region wird für eine gewisse Zeit in Quarantäne gestellt.

Wenn eine Gruppe einen Monat vor Anreise das Lager storniert, bleibt das Haus für die Woche leer. Ein Hotelier oder Apartment-Besitzer kann bei einer Stornierung auf eine neue Buchung hoffen. Ein Gruppenhaus muss auf die gesamten Einnahmen verzichten. Die Marge ist klein und der Winter ist die Hochsaison für die Gruppenhäuser.

Kurz gesagt: Stornierung = keine Einnahmen.

Einzelbuchungen von Hotelzimmern oder Ferienwohnung können neuerdings über eine Annullationsversicherung inklusive Epidemie und Pandemie versichert werden. Die GoSnow-Lager werden hingegen als Pauschalreise gebucht, da dort Transport, Skiausrüstung und Unterkunft vereint sind. Dies unterliegt dem Bundesgesetz über Pauschalreisen. Dies kann gegenwärtig leider nicht vollumfänglich versichert

werden.

Schlussfolgerung

Mit diesem Postulat fordern wir den Staatsrat auf, eine Unterstützung für betroffene Gruppenunterkünfte für die Ausfällen, resp. Wegfall der Haupteinnahmen abzuklären. Dies da die Arbeit der Gruppenunterkünfte für den Schneesport und den Walliser Tourismus - heute wie eben auch für die Förderung zukünftiger Gäste - von grosser Bedeutung sind.

POSTULAT URGENT

Auteur CSPO, par Enzo BREGY et Diego CLAUSEN
Objet Hébergements collectifs en péril: GoSnow Valais
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.239

Actualité de l'événement

Les incertitudes liées au COVID-19 sont un obstacle aux réservations de groupes pour la saison d'hiver.

Imprévisibilité

En raison de l'évolution de la pandémie, il n'est pas possible de fournir des informations précises sur les restrictions ou les mesures de protection à mettre en place à court terme.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il s'agit d'apporter de toute urgence des garanties aux loueurs et aux locataires.

Le camp de ski à la montagne fait partie du patrimoine suisse et figure au programme scolaire ordinaire de nombreuses écoles. Plusieurs régions du canton ont vu des prestataires de services se spécialiser dans le secteur des camps de ski collectifs. Pour les destinations concernées, c'est principalement en janvier et en mars que les camps de ski sont source de valeur ajoutée. De leur côté, les domaines skiables profitent de ces séjours collectifs via une utilisation de leurs installations pendant l'entre-saison. Au niveau national, ces camps de sport bénéficient du soutien de l'Association Initiative sports de neige Suisse (GoSnow.ch). Dans le programme de GoSnow.ch, le Valais est la région qui accueille le plus grand nombre de camps de ski réservés, avec 46% de toutes les réservations durant la saison d'hiver 2019/2020. Promouvoir les sports de neige à un jeune âge fera des écolières et écoliers d'aujourd'hui les hôtes hivernaux de demain. Depuis le confinement instauré en mars 2020, les logements collectifs dans les régions de montagne ont été le type d'hébergement qui a essuyé les plus lourdes pertes. Depuis, le secteur des voyages de groupes et des camps scolaires est pratiquement tombé à zéro. Bon nombre d'écoles ont déjà réservé un logement collectif pour l'hiver 2020-2021 via GoSnow.ch, et les propriétaires espèrent pouvoir compter sur une bonne saison. A l'heure actuelle, personne ne sait si les camps de ski auront effectivement lieu, les risques étant que les cantons et les écoles interdisent les camps de ski à la dernière minute ou qu'une région soit provisoirement mise en quarantaine. Lorsqu'un groupe annule son séjour un mois à l'avance, le logement restera vide durant toute la semaine. Si en cas d'annulation, un hôtelier ou le propriétaire d'un appartement peut espérer conclure une nouvelle réservation, pour le logement collectif, cela se traduit par une perte totale. La marge est restreinte, et l'hiver constitue la haute-saison pour les hébergements collectifs. En bref, qui dit annulation, dit absence de rentrées. Il est possible depuis peu de couvrir les réservations individuelles de chambres d'hôtel ou de logements de vacances par le biais d'une assurance annulation incluant le risque d'épidémie et de pandémie. Les camps GoSnow, en revanche, sont réservés sous forme de forfaits, le transport, les équipements de ski et l'hébergement étant combinés. C'est donc la loi fédérale sur les voyages à forfait qui s'applique, et, actuellement, aucune assurance ne peut couvrir totalement ce type de prestations.

Conclusion

Au travers du présent postulat, nous demandons au Conseil d'Etat d'octroyer une aide aux hébergements collectifs concernés, pour le manque à gagner, respectivement la perte de leurs revenus principaux. Ce en raison de la contribution importante que les hébergements collectifs apportent – aujourd'hui, mais aussi en cherchant à attirer les clients de demain – aux sports de neige et au tourisme en Valais.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CSPO, durch Konstantin BUMANN, Diego CLAUSEN, Enzo BREGY und Anton LAUBER
Gegenstand Touristische Leistungsträger brauchen rasch Planungssicherheit vom Staatsrat
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.245

Aktualität des Ereignisses

Die Planung und Organisation der Wintersaison 2020/2021 ist in den Tourismusorten in vollem Gang, daher brauchen die Leistungsträger Planungssicherheit.

Unvorhersehbarkeit

Es war unvorhersehbar, dass die Covid19-Situation bis in den kommenden Winter hinein reicht.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die touristischen Leistungsträger vor Ort brauchen rasch klar geltende Richtlinien und Rahmenbedingungen.

Die Planung und Organisation der Wintersaison 2020/2021 ist in den Tourismusorten in vollem Gang, daher brauchen die Leistungsträger vor Ort rasch klar geltende Richtlinien und Rahmenbedingungen.

Bis Ende September müssen die Leistungsträger der Destinationen wissen, was für Schutzmassnahmen der Kanton für die Wintersaison bestimmt. Dies aus kommunikativen sowie insbesondere planerischen Gründen.

Allfällige Einschränkungen und Vorgaben im Betrieb von Bergbahnen, Restaurants, Bergbahnen oder Après-Ski-Baren wie bspw. einer frühzeitigen Schliessung, einer mengenmässigen Begrenzung oder weiteren Vorgaben wie bspw. einem ausschliesslich bedienten Après-Ski haben rasch grosse Auswirkungen auf die Personalplanung und die Vorbereitungsarbeiten der jeweiligen Betreibe.

Es braucht dringend ein kantonales Konzept, damit nicht jede Tourismus-Destination eigenständig Vorschriften erlässt und sich gegenseitig konkurrenzieren. Hier sind kantonale Einigkeit und ein gemeinsames Vorgehen gefordert.

Schlussfolgerung

Die CSPO fordert den Staatsrat auf, baldmöglichst das kantonale Schutzkonzept für die Wintersaison 2020/2021 zu veröffentlichen.

POSTULAT URGENT

Auteur CSPO, par Konstantin BUMANN, Diego CLAUSEN, Enzo BREGY et Anton LAUBER
Objet Les prestataires de services touristiques ont besoin d'obtenir rapidement du Conseil d'Etat une sécurité en matière de planification
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.245

Actualité de l'événement

Les destinations touristiques travaillent d'arrache-pied à la planification et à l'organisation de la saison d'hiver 2020-2021, raison pour laquelle les prestataires de services ont besoin d'une sécurité en termes de planification.

Imprévisibilité

Rien ne permettait de prévoir que la crise du COVID-19 se prolongerait jusqu'à la prochaine saison d'hiver.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Sur le terrain, les prestataires de services touristiques ont urgemment besoin de directives et de conditions-cadres claires et applicables.

Les destinations touristiques travaillent d'arrache-pied à la planification et à l'organisation de la saison d'hiver 2020-2021, raison pour laquelle, sur place, les prestataires de services ont urgemment besoin de directives et de conditions-cadre claires et applicables. Ils doivent savoir d'ici à fin septembre quelles sont les mesures de protection décidées par le canton pour la prochaine saison d'hiver. Ce pour des raisons de communication mais aussi de planification. Les éventuelles restrictions et directives concernant l'exploitation des télécabines, des restaurants ou des bars destinés à l'après-ski – qu'il s'agisse de fermeture anticipée, de limitation du nombre de clients ou d'autres mesures telles que la suppression du self-service – ont vite de grosses conséquences pour la planification du personnel et les travaux de préparation des exploitations concernées. Il faut qu'un concept cantonal soit mis sur pied d'urgence afin d'éviter que chaque destination touristique élabore ses propres prescriptions et qu'une concurrence mutuelle s'instaure. Il s'agit de faire preuve ici d'une unité cantonale et d'opter pour une procédure commune.

Conclusion

Le CSPO demande au Conseil d'Etat de publier dans les meilleurs délais le concept cantonal de protection pour la saison d'hiver 2020-2021.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CVPO, durch Guido WALKER
Gegenstand Massiver Borkenkäfer-Befall im Schutzwald erfordert zusätzliche finanzielle Mittel
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.221

Aktualität des Ereignisses

Im Briewald bei Fiesch ist in den letzten Monaten ein massiver Borkenkäferbefall festgestellt worden.

Unvorhersehbarkeit

Die Situation hat sich sehr rasch entwickelt und konnte in dieser Form nicht vorausgesehen werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Der Befall von Borkenkäfern steigt rapide an und er breitet sich rasch weiter aus.

Der Griewald bei Fiesch ist von Borkenkäfern befallen, wie man es noch nie gehabt hat. Über grosse Flächen stehen im Schutzwald nur mehr tote Bäume und im Perimeter sind 65 bis 70 Prozent der Bäume, vornehmlich Fichten, betroffen. Die Situation ist äusserst alarmierend und eine Bekämpfung aussichtslos laut Fachstellen des Forst und Kantons.

Da die Jungbäume fast komplett fehlen, ist die Schutzwaldfunktion somit nur noch auf Zeit gewährleistet. Die Sofortmassnahmen gegen den Wildverbiss, dh. damit rasch junge Bäume nachwachsen können, sind in Koordination mit der Jagdabteilung unumgänglich, notfalls bereits für die Jagd im laufenden Jahr.

Langfristig kommen deshalb gewaltige Folgekosten auf die beteiligten Gemeinden und die öffentliche Hand zu, weil die nicht mehr intakten natürlichen Schutzfunktionen, künstliche Lawinen- oder Steinschlagverbauungen im Gebiet Griewald auslösen könnten. Gemäss den Erfahrungswerten geht man von rund 20 Millionen Franken aus. Davon würden fünf Millionen auf die betroffene Gemeinden fallen.» Im Bannwald geht Forst Aletsch sogar von Gesamtkosten in der Höhe von 50 Millionen aus, was die Gemeinde mit 12,5 Millionen belasten würde. Ein Betrag, der selbst gesunde Gemeindefinanzen aus dem Gleichgewicht bringt.

Schlussfolgerung

Wir fordern den Staatsrat auf die erforderlichen Massnahmen einzuleiten, um die Schäden beim Jungwald unverzüglich einzudämmen und zu prüfen, wie die finanzielle Situation für die betroffenen Gemeinden, die mit sehr hohen Kosten konfrontiert werden, unterstützt werden können.

POSTULAT URGENT

Auteur CVPO, par Guido WALKER
Objet Des moyens financiers supplémentaires sont nécessaires pour lutter contre la prolifération massive du bostryche dans les forêts protectrices
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.221

Actualité de l'événement

Au cours des derniers mois, une prolifération massive du bostryche a été observée dans la forêt de Griewald, près de Fiesch.

Imprévisibilité

La situation s'est rapidement aggravée, et rien ne permettait de prévoir qu'elle prendrait une telle ampleur.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

L'invasion du bostryche s'accélère et se propage rapidement.

La forêt de Griewald au-dessus de Fiesch subit une attaque de bostryches d'une ampleur inédite. Cette forêt de protection est à présent en grande partie jonchée d'arbres morts, et dans le périmètre, 65 à 70% des arbres – principalement des épicéas – sont touchés. La situation est véritablement alarmante, et la lutte semble être sans espoir d'après le service des forêts du canton. L'absence quasi-totale de jeunes arbres ne permet plus de garantir la fonction de forêt protectrice que pour une période limitée. Les mesures d'urgence contre l'abroustissement, destinées à permettre aux jeunes arbres de croître, doivent être mises en place rapidement en collaboration avec le service de la chasse et, au besoin, déjà pour la prochaine saison de la chasse. Conséquence: à long terme, il en résultera d'importants coûts supplémentaires à charge des communes et des pouvoirs publics, car la perte des fonctions de protection naturelle pourrait exiger des travaux de défense contre les avalanches ou les chutes de pierres dans la région de Griewald. D'après les chiffres enregistrés dans le passé, cela pourrait s'élever à quelque 20 millions de francs, dont 5 millions seraient à la charge des communes concernées. S'agissant de la forêt à ban, Forst Aletsch table même sur un coût total de 50 millions de francs, ce qui représenterait une charge de 12,5 millions pour les communes. Un montant propre à faire plonger dans le rouge même les communes financièrement solides.

Conclusion

Nous demandons au Conseil d'Etat de prendre immédiatement les dispositions nécessaires pour freiner les dégâts occasionnés à la jeune forêt et de chercher des solutions pour soulager la situation financière des communes concernées, qui font face à des coûts très élevés.

POSTULAT URGENT

Auteur PLR, par Moreno CENTELLEGHE
Objet Braconnage du lynx, encore un Melly-melo ?
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.226

Actualité de l'événement

Des affirmations de braconnage au détriment du lynx par un collaborateur du service de la chasse, de la pêche et de la faune ont été rapporté par la RTS dans son émission mise au point puis par des articles dans la presse suisse.

Imprévisibilité

On ne pouvait pas prévoir ces actes de braconnage éventuels par un collaborateur du service de la chasse, de la pêche et de la faune

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le DMTE et le service de la chasse, de la pêche et de la faune doivent, dans les plus brefs délais, s'assurer que ces affirmations soient bien réelles et le cas échéant prendre les mesures disciplinaires et organisationnelles qui s'imposent

Des affirmations telles que :

- * « Quand j'ai commencé mon travail au sein du Service de la chasse, la politique interne était : un bon lynx est un lynx mort. Maintenant, le service se méfie et le message a un peu changé. Si vous tirez un lynx, il faut vous assurer d'être seul. Si vous êtes attrapé par un bio et un écolo, le service ne va pas vous défendre ».
- * « J'étais formaté, je le regrette. Il faut que cela change. Pour l'image de mon service, de mon canton. Il faut pouvoir continuer à tirer les lynx, mais pas comme cela. Il faut que cela soit géré proprement ».
- * « On laisse faire, on pratique la politique de l'autruche face au braconnage au sein du Service de la chasse ».

Sont graves et inquiétantes.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, devant la gravité de ces affirmations et de la situation existante à l'interne du service, le groupe PLR demande au DMTE et au SCPF de s'assurer que ces affirmations soient bien réelles et le cas échéant prendre les mesures disciplinaires et organisationnelles qui s'imposent dans les plus brefs délais.

Pour cela, ils devront :

- * Recueillir tous les témoignages qu'ils jugent nécessaires ainsi que les éléments de nature à établir les

agissements fautifs de ses collaborateurs à tous les niveaux hiérarchiques.

- * Etablir tous les faits susceptibles de confirmer ou d'infirmar les affirmations des collaborateurs impliqués.
- * Etablir les responsabilités personnels et hiérarchiques si les faits sont avérés.
- * Prendre les mesures disciplinaires appropriées envers les personnes impliquées.
- * Mettre en place une gouvernance et des mesures correctives afin que de telles situations ne se reproduisent plus à l'avenir.
- * Améliorer ou mettre en place un système de communication interne afin d'éviter les « je n'ai jamais été mis au courant de ces pratiques ».

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber PLR, durch Moreno CENTELLEGHE
Gegenstand Luchswilderei – ein weiterer Schuss nach hinten?
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.226

Aktualität des Ereignisses

In der Sendung «Mise au point» des Westschweizer Fernsehens RTS machte ein Mitarbeiter der Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere (DJFW) Aussagen über einen von ihm gewilderten Luchs. Aussagen, die später auch für Schlagzeilen in der Schweizer Presse gesorgt haben.

Unvorhersehbarkeit

Diese mutmasslich von einem Mitarbeiter der DJFW begangene Luchswilderei war nicht vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Departement für Mobilität, Raumentwicklung und Umwelt (DMRU) und die DJFW müssen innert kürzester Frist überprüfen, ob diese Aussagen der Wahrheit entsprechen und gegebenenfalls die erforderlichen disziplinarischen und organisatorischen Massnahmen ergreifen.

Aussagen wie die folgenden sind gravierend und besorgniserregend:

* «Als ich meine Arbeit bei der DJFW begann, lautete das Motto: Ein guter Luchs ist ein toter Luchs. Heute ist die DJFW misstrauisch geworden und hat ihre Haltung etwas angepasst: Falls du einen Luchs schiesst, versichere dich, dass du alleine bist. Falls du von einem Naturschützer erwischt wirst, wird dich die Dienststelle nicht verteidigen.»

* «Ich wurde konditioniert, ich bedauere es. Das muss sich ändern. Für das Image meiner Dienststelle, meines Kantons. Wir müssen in der Lage sein, weiterhin Luchse zu schiessen, aber nicht so. Es muss richtig gehandhabt werden.»

*«Wir lassen es einfach geschehen. Wir bei der DJFW stecken den Kopf in den Sand, wenn es um Wilderei geht.»

Schlussfolgerung

Angesichts der obigen Ausführungen, der Schwere dieser Aussagen und der aktuellen Situation innerhalb der Dienststelle, fordert die PLR-Fraktion das DMRU und die DJFW auf, zu überprüfen, ob diese Aussagen wirklich der Wahrheit entsprechen und gegebenenfalls innert kürzester Frist die erforderlichen disziplinarischen und organisatorischen Massnahmen zu ergreifen.

Zu diesem Zweck muss sie:

*sämtliche Zeugenaussagen, die sie als nötig erachten, sowie sämtliche Beweise für Widerhandlungen von

Staatsangestellten auf allen Hierarchiestufen einholen;

* sämtliche Fakten, welche die Aussagen der beteiligten Mitarbeitenden bestätigen oder widerlegen können, ermitteln;

* falls sich die Fakten erhärten, die jeweiligen persönlichen und hierarchischen Verantwortlichkeiten feststellen;

* die angemessenen Disziplinarmaßnahmen gegen die beteiligten Personen ergreifen;

* eine angemessene interne Governance sowie Korrekturmaßnahmen einführen, um zu verhindern, dass sich solche Situationen inskünftig wiederholen;

* das interne Kommunikationssystem verbessern oder ein solches einführen, um Ausflüchte wie «von solchen Praktiken wusste ich nichts.» zu verhindern.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Patrick EVEQUOZ et Sebastien NENDAZ, AdG/LA
Objet Le service de la chasse fonctionne-t-il réellement ?
Date 04/09/2020
Numéro 2020.09.227

Actualité de l'événement

Deux articles du Nouvelliste du 28 août font mention de dysfonctionnements grave au sein du SCPF.

Imprévisibilité

Il n'était pas prévisible que ce service se retrouve une nouvelle fois au centre de polémiques.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il y a nécessité d'agir immédiatement pour que le SCPF retrouve la sérénité, en tant que figure de proue de l'administration cantonale, et étant sous le feu de projecteurs régulièrement, afin que la confiance puisse être restaurée.

C'est une nouvelle fois par la presse, en particulier dans le Nouvelliste du 28 août dernier, que nous apprenons les nouvelles frasques d'un garde-chasse du Valais central. Le Nouvelliste titre « il aurait dû les faire incinérer conformément à la loi fédérale, mais il a jeté plusieurs têtes de chevreuils et de cerfs dans un ravin depuis une route cantonale ».

Plusieurs fois relevés par notre groupe, un garde-chasse cumule les plaintes pénales (trois au moins, si nos informations sont bonnes). La présomption d'innocence prime tant qu'il n'y a pas de condamnation, soit.

De nombreux témoins rapportent, toujours dans le Nouvelliste, qu'au sein du Service de la chasse, les incitations à tirer lynx et loups auraient été monnaie courante. Il est naturellement rassurant de constater que le Département dépose une plainte contre inconnu dans un tel cas, mais il attaque une nouvelle fois un lanceur d'alertes avant même de diligenter une enquête en son sein.

On ne compte plus les critiques publiques à l'encontre du Service cantonal de la chasse. Naturellement, toujours dans la presse, le Chef de Département condamne ces actes et se dit scandalisé. Il indique que diverses vérifications sur des facturations ont été menées, et que des sanctions administratives auraient été prises. Le Chef de Département en convient, l'impact sur l'image du Service est très négative.

Dans le rapport de la COGET de 2016, les parlementaires avaient conscience que « le SCPF est sous le feu des projecteurs aux yeux du public et des médias. Par ses fonctions, le SCPF est une figure de proue de l'Administration cantonale. Ce rapport mentionnait le fait indispensable qu'il puisse disposer d'une gouvernance irréprochable. A ce jour pourtant, nous constatons un défaut de confiance envers ce service. Nous ne pouvons plus nous appuyer sur le Service qui se doit d'être irréprochable, à l'aune d'un désir de la population d'un soutien marqué à l'environnement.

Conclusion

Nous demandons donc au Conseil d'Etat de répondre aux interrogations suivantes :

- Quels ont été les mesures prises concrètement par le SCPF suite aux recommandations de la COGEST dans son rapport annuel de 2016 ?
- Quelles sont les sanctions administratives prévues par le SCPF dans le cadre d'une violation de la loi fédérale telle que mentionnée ci-dessus ?
- Quelles sont, dans un sens général, les sanctions possibles pour des manquements graves, ou le non-respect de lois en vigueur ?
- Quelle surveillance mène le SCPF et le Chef de Département dans le cadre de la formation des chasseurs ?
- Enfin, à propos des déclarations du Chef de Département au Nouvelliste:
 - o Lorsqu'il déclare « je me pose la question, si une personne a été formatée, il doit être possible de savoir de qui il s'agit... » en parlant de l'affaire du lynx, sait-il maintenant de qui il s'agit et quelles mesures ont été entreprises ?
 - o Une rencontre avec le biologiste Raphaël Arlettaz a-t-elle pu être organisée afin que ce dernier dénonce les graves dysfonctionnements relevés ? Quels-sont-ils ? Comment sont-ils abordés par le Département ?
 - o En fin d'interview dans le Nouvelliste du 28 août : « Et je tiens à dire que, dans l'ensemble, ce Service fonctionne bien. » Qu'est-ce qui fonctionne mal, et qu'est-ce qui est entrepris pour que la confiance puisse à nouveau être retrouvée ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Patrick EVEQUOZ und Sebastien NENDAZ, AdG/LA
Gegenstand Gibt es Probleme bei der Dienststelle für Jagd?
Datum 04/09/2020
Nummer 2020.09.227

Aktualität des Ereignisses

Zwei Artikel im Nouvelliste vom 28. August berichten über gravierende Unzulänglichkeiten bei der Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere (DJFW).

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass sich diese Dienststelle erneut im Kreuzfeuer der Kritik befinden würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es muss umgehend gehandelt werden, damit bei der DJFW, die als Aushängeschild der Kantonsverwaltung regelmässig im Rampenlicht steht, wieder Ruhe einkehrt und das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger wiederhergestellt werden kann.

Erneut haben die Machenschaften eines Wildhüters aus dem Wallis für Schlagzeilen gesorgt (Artikel im Nouvelliste vom 28. August). Im Artikel des Nouvelliste war Folgendes zu lesen: «Gemäss Bundesgesetz hätte er sie verbrennen sollen, stattdessen hat er mehrere Reh- und Hirschköpfe einfach von der Kantonsstrasse aus in einen Graben geworfen. » (Übersetzung).

Wie unsere Fraktion mehrmals hervorgehoben hat, ist ein bestimmter Wildhüter wiederholt ins Visier der Justiz geraten (wenn unsere Informationen stimmen, mindestens dreimal). Solange es zu keiner Verurteilung gekommen ist, gilt die Unschuldsvermutung.

Im Nouvelliste berichteten zahlreiche Zeugen, dass bei der DJFW regelrecht zum Abschuss von Luchs und Wolf ermuntert wurde. Es ist natürlich beruhigend, dass das Departement im vorliegenden Fall eine Strafanzeige gegen Unbekannt eingereicht hat. Allerdings nimmt es einmal mehr einen Whistleblower ins Visier, noch bevor überhaupt eine interne Untersuchung durchgeführt wurde.

Die öffentliche Kritik an der DJFW reisst nicht ab. Selbstverständlich hat der Departementsvorsteher diese Widerhandlungen in der Presse verurteilt und sich empört gezeigt. Er erklärte, dass verschiedene Fakturierungen überprüft und Verwaltungssanktionen verhängt worden seien. Der Departementsvorsteher räumte auch ein, dass diese Affäre einen sehr negativen Einfluss auf das Image der Dienststelle hat.

Im Bericht der GPK aus dem Jahr 2016 wurde klar zum Ausdruck gebracht, dass die DJFW «im Rampenlicht der Öffentlichkeit und der Medien steht». Aufgrund ihrer Zuständigkeiten ist die DJFW ein Aushängeschild der Kantonsverwaltung. Dieser Bericht wies darauf hin, dass eine einwandfreie Governance unabdingbar ist. Heute müssen wir aber feststellen, dass das Vertrauen in diese Dienststelle nicht mehr vorhanden ist. Wir können uns

nicht mehr auf diese Dienststelle verlassen, die angesichts des wachsenden Umweltbewusstseins der Bevölkerung über jeden Zweifel erhaben sein sollte.

Schlussfolgerung

Wir möchten vom Staatsrat Folgendes wissen:

- Welche konkreten Massnahmen hat die DJFW infolge der Empfehlungen der GPK in ihrem Bericht aus dem Jahr 2016 ergriffen?

- Welches sind die von der DJFW vorgesehenen Verwaltungssanktionen für eine Verletzung des Bundesrechts, wie sie oben beschrieben wurde?

- Welches sind ganz allgemein die möglichen Sanktionen für schwerwiegende Verfehlungen oder die Nichteinhaltung der geltenden Gesetze?

- Welche Aufsicht wird von der DJFW und dem Departementsvorsteher im Rahmen der Jägerausbildung ausgeübt?

- Und was die Aussagen des Departementsvorstehers im Nouvelliste anbelangt:

o Im Zusammenhang mit der Luchs-Affäre erklärte er: «Wenn eine Person konditioniert wurde, dann muss doch in Erfahrung gebracht werden können, um wen es sich dabei handelt». Weiss er nun, wer es war und welche Massnahmen ergriffen worden sind?

o Konnte ein Treffen mit dem Biologen Raphaël Arlettaz organisiert werden, damit dieser die festgestellten Unzulänglichkeiten benennt? Um welche Unzulänglichkeiten handelt es sich? Wie steht das Departement dazu?

o Am Ende des Interviews im Nouvelliste vom 28. August erklärte der Departementsvorsteher: «Ich möchte betonen, dass diese Dienststelle insgesamt gut funktioniert.» Was funktioniert schlecht und was wird unternommen, um das Vertrauen in die DJFW wiederherzustellen?